

PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE
 Société Anonyme au capital de 5.531.400 €
 Divisé en 2.765.700 actions de 2 € de nominal
 Siège social : Z.I. Nord, Les Vallées - 37130 LANGEAIS
 RCS TOURS 644.800.161
 Exercice clos le 30 septembre 2009

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2008/2009

SOMMAIRE

Rapport de gestion	2
 Groupe Plastivaloire	
Comptes consolidés et annexe	22
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.....	57
 Plastiques du Val de Loire	
Comptes sociaux et annexe.....	59
Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux..	79
 Rapport du Président du Conseil d'Administration	
<i>(Article L 225-68 du Code de Commerce)</i>	81
 Rapport des Commissaires aux comptes.....	
<i>(Article L 225-235 du Code de Commerce)</i>	89
 Attestation du rapport financier annuel 2008/2009	
	91
 Rémunérations des commissaires aux comptes	
	92

CHAPITRE I - RAPPORT DE GESTION – EXERCICE 2008/2009

SECTION 1 - GROUPE PLASTIVALOIRE

1./ Principes et méthodes comptables

Les comptes sociaux et consolidés de la société PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE établis au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2009 respectant les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 30 septembre 2009 telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

Les comptes présentés au 30 septembre 2009 et leurs comparatifs 2008 sont établis en application des dispositions du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers du 27 juin 2005. Les règles comptables et les principes d'évaluation doivent être ceux prescrits par les normes IFRS.

Les normes IAS 32 « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation » et IAS 39 « Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation » ont été appliquées à partir du 1^{er} octobre 2004.

Aucune des normes et interprétations IAS/IFRS adoptées par l'Union Européenne et d'application postérieure au 30 septembre 2009 n'ont été mises en œuvre de manière anticipée par le Groupe.

2./ Evolution de l'activité du Groupe

a) *Structure du Groupe :*

Le périmètre du Groupe a évolué comme suit au cours de l'exercice :

- acquisition du solde du capital de la filiale de droit slovaque NITRA PLASTIC FACTORY, portant le pourcentage de détention de 85 à 100 %, la société ayant été redénommée AUTOMOTIVE PLASTICS SLOVAKIA. Cette structure exploite un site d'injection situé à DOLNY KUBIN en SLOVAQUIE, repris dans le cadre du redressement judiciaire dont le Groupe KEY PLASTICS a fait l'objet
- souscription à l'intégralité du capital de la société AUTOMOTIVE PLASTICS BELLÈME (250.000 €), qui exploite un site d'injection situé dans l'Orne, repris dans le cadre du redressement judiciaire dont le Groupe KEY PLASTICS a fait l'objet
- souscription à l'intégralité du capital de la société AUTOMOTIVE PLASTICS ROCHEFORT (250.000 €), qui exploite un site d'injection situé en Charente Maritime, repris dans le cadre du redressement judiciaire dont le Groupe KEY PLASTICS a fait l'objet
- souscription à l'intégralité du capital de la société AUTOMOTIVE PLASTICS VOUEAUCOURT (250.000 €) qui exploite un site d'injection situé dans le Doubs repris dans le cadre du redressement judiciaire dont le Groupe KEY PLASTICS a fait l'objet

Ces quatre entités œuvrent presque uniquement dans le secteur de l'Automobile, et particulièrement dans celui de la production d'éléments intérieurs (pièces d'aspect, mécanismes, conduits soufflés...).

Elles maîtrisent un savoir-faire spécifique (soufflage et flocage notamment) complémentaire à celui traditionnellement développé par le Groupe. Elles offrent, en qualité de fournisseur de rang 1, des opportunités de synergies commerciales évidentes pour PLASTIVALOIRE, jusqu'à présent partenaire privilégié des équipementiers.

b) Chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires du groupe diminue de manière sensible, les activités ayant été impactées par les effets de la crise économique mondiale.

La baisse de la consommation, bientôt suivie d'une réduction des stocks chez les donneurs d'ordre et plus généralement d'un recul des commandes n'ont pas épargné l'entreprise.

Le chiffre d'affaires ressort à 164.118 K€. Il inclut une part d'activité générée depuis le 1^{er} juin 2009 par l'intégration des sites de production de BELLÈME, ROCHEFORT, VOUEAUCOURT et DOLNY KUBIN (SLOVAQUIE) repris du Groupe KEY PLASTICS, pour 12.450 K€.

Il atteignait 253.444 K€ au 30 septembre 2008.

Si les sites français ont été affectés, la diminution moyenne constatée atteignant 32 %, les filiales étrangères ont connu un recul plus marqué (- 37,8 % en moyenne).

Ce dernier constat doit être relativisé, au regard des fortes croissances enregistrées par le Groupe hors de l'hexagone au cours de ces dernières années.

C'est pour l'essentiel la HONGRIE et l'ESPAGNE qui connaissent le recul le plus marqué, le fléchissement des sites polonais et roumain étant comparable à celui connu dans l'hexagone. La production tunisienne quant à elle, résiste mieux (- 9,6 %).

De l'analyse sectorielle de l'activité, il ressort que les productions en TV-vidéo, sont les plus affectées (- 49,7 %), les autres secteurs majeurs (dont l'automobile) se stabilisant à - 25 % environ à l'exception des outillages (- 35,5 %). L'apport généré par la division AUTOMOTIVE PLASTICS a pour effet que le secteur automobile devient le premier contributeur du Groupe.

c) Autres faits marquants

Face au dérèglement durable et profond du marché, PLASTIVALOIRE a fait en sorte d'adapter ses coûts de structure, afin de préserver la qualité de ses fondamentaux financiers et de sauvegarder sa compétitivité.

Si la nécessaire adaptation des effectifs, au niveau de l'activité, a pu être rapidement décidée dans les usines étrangères, sa mise en œuvre s'est traduite, en France, par l'abandon du recours à l'intérim d'une part, et par :

- l'initiation de restructurations sociales, tant à LANGEAIS qu'à CHINON (un PSE ayant été arrêté portant sur 76 licenciements)
- la fermeture du site de DREUX qui dépendait de la filiale OUEST INJECTION, après que le principal donneur d'ordre, dont le site ait été contigu à l'usine, ait cessé ses activités localement.

3./ Résultats

Dans un contexte économique tourmenté, le Groupe PLASTIVALOIRE s'est efforcé de faire face par la mise en place d'une politique active d'optimisation des achats et d'utilisation de nouvelles matières premières.

Cette politique a permis de maintenir le ratio marge brute/chiffre d'affaires, en dépit de la diminution importante de la facturation. Il ressort à 49,5 %.

Les charges opérationnelles ont également diminué, les frais de personnel baissant de 8,6 % et les autres charges opérationnelles d'exploitation de 32,3 %.

Le résultat opérationnel courant ressort néanmoins négatif, particulièrement influencé par la perte générée par les unités françaises (- 2,3 M€ pour OUEST INJECTION, - 7,8 M€ pour PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE).

Les trois sites français d'AUTOMOTIVE PLASTICS, intégrés au 1^{er} juin, génèrent quant à eux un bénéfice opérationnel courant.

A l'étranger, le Groupe maintient un fort niveau de marge opérationnelle courante. Celle-ci représente 10,2 % du chiffre d'affaires, ratio supérieur à celui atteint au titre de l'exercice 2006/2007.

Cette tendance traduit des évolutions contrastées, la rentabilité opérationnelle de la ROUMANIE étant en progression sensible, le site hongrois étant quant à lui déficitaire.

Le résultat opérationnel « Groupe » ressort à - 5,1 M€ pour un résultat net part du Groupe de - 7,8 M€ intégrant notamment un coût de l'endettement financier net de 1 M€ et une charge d'impôt de 2,1 M€.

Le résultat tient compte du bad will de 5 M€ comptabilisé en produit, consécutivement à l'évaluation selon le principe de leur juste valeur des actifs et passifs identifiables correspondant aux éléments repris du Groupe KEY PLASTICS, dont il a été question ci-dessus.

4./ Structure financière

La situation nette consolidée est impactée par la perte constatée sur l'exercice et par les distributions opérées en mars 2009.

Elle ressort à 101.148 K€, pour 121.838 K€ au 30 septembre 2008.

L'endettement net augmente légèrement. Il atteint 15,4 M€.

Le ratio dette nette/capitaux propres ne varie que faiblement. Il ressort pour l'exercice à 15 %.

La valeur des actifs non courants est comparable à celle des capitaux propres.

La capacité d'autofinancement ressort à 3.5 M€ pour un flux net de trésorerie généré par l'activité de 12,4 M€.

Le flux de trésorerie lié aux investissements est de - 8,3 M€, celui lié aux opérations de financement de 3,2 M€.

Après prise en compte des variations de change, on constate au 30 septembre une variation de trésorerie positive de 5,5 M€.

5./ Investissements

Les principaux investissements de l'exercice ont consisté dans la reprise des éléments d'actif dépendant de l'activité KEY PLASTICS, pour un total de 10,8 M€, soit près de 7 M€ de terrains et constructions et 3,9 M€ de parc de production.

Ce poste représente 60 % de l'enveloppe globale des dépenses d'investissement.

Par ailleurs, il a été procédé :

- à l'élargissement du parc machines et l'agrandissement des locaux en TUNISIE (pour 1,8 M€ environ),
- à l'acquisition de moyens de soufflage sur le site de MAMERS (pour 0,5 M€)
- à l'agrandissement du site d'AMIENS et au renouvellement de certaines machines à LANGEAIS.

6./ Informations sociales

La satisfaction du client est la première des priorités de PLASTIVALOIRE.

Elle porte aussi bien sur la qualité des produits que sur le service rendu (réactivité, qualité, délai...)

L'un des gages essentiels de cette satisfaction consiste dans le maintien au sein de l'entreprise d'un bon niveau de qualité de la vie sociale.

Le groupe peut se prévaloir d'une politique sociale responsable, certes mise à l'épreuve, du fait des tensions économiques constatées, mais ayant démontré sa pertinence.

PLASTIVALOIRE entend également favoriser l'implication individuelle et collective de ses collaborateurs et développe une politique adaptée de Ressources Humaines à cette fin.

La politique de promotion interne pratiquée en est l'un des moteurs.

L'entreprise met également l'accent sur une prévention des risques en matière de sécurité accident. Le taux d'accident du travail est de ce fait demeuré stable.

Le groupe favorise, dans ce cadre, les suggestions du personnel et les met en pratique lorsqu'elles sont opportunes.

PLASTIVALOIRE s'attache par ailleurs à optimiser le savoir-faire de ses équipes pour adapter les compétences aux évolutions économiques et technologiques et favoriser l'épanouissement professionnel.

La formation professionnelle et le partage du savoir-faire sont deux des piliers de cette politique.

a) Informations consolidées au niveau mondial

Effectifs

Personnels	30.09.2009	30.09.2008
Cadres	192	151
Agents de maîtrise et techniciens	446	341
ETAM	254	348
Ouvriers	1839	2070
Total	2731	2910
Intérim	123	459
Total	2854	3369

Au 30 septembre 2009 le groupe emploie 2 854 personnes (intérim compris). Les ingénieurs et les cadres représentent près de 22.35 % de l'effectif inscrit. Les effectifs temporaires représentent 4.31 % de l'effectif total.

b) Embauches

	CDI	CDD
Cadres	91	2
Agents de maîtrise et techniciens	257	161
ETAM	104	529
Ouvriers	320	2 423
Total	772	3 115

Sur l'exercice 2008-2009, Plastivaloire a procédé à 256 recrutements sous forme de contrats à durée indéterminée ; plus de 59.76 % des embauches ont concerné des ingénieurs et des cadres. Au 30 septembre 2009, 3 115 personnes avaient été embauchées sous contrat à durée déterminée.

D'autre part, dans le cadre de la reprise des actifs du groupe KEY PLASTICS, PLASTIVALOIRE a intégré 516 personnes.

c) Départs

	Départs
Licenciements	1 014
Dont économiques	713
Autres départs	420

Sur l'exercice, le groupe a procédé à 1 014 licenciements.

c) Durée du temps de travail au niveau mondial

	France	Etranger
Cadres	213 Jours / an	40 à 48 h / sem
Agents de maîtrise et techniciens, ETAM	35 h / sem	40 à 48 h / sem
Sauf personnel forfaité	38 h / sem	40 à 48 h / sem
Ouvriers	35 h / sem	40 à 48 h / sem

L'ensemble des sociétés françaises a conclu des accords majoritaires avec les organisations syndicales, concernant l'organisation et l'aménagement du temps de travail.

e) Répartition du personnel par horaire de travail

Répartition du personnel par horaire de travail (en %)	30.09.2009	30.09.2008
Horaire journée	22%	20%
Horaire 2 x 8	25%	22%
Horaire 3 x 8	47%	52%
Horaire week-end	1%	1%
Permanent nuit	5%	5%

Le personnel de production travaille en équipe de 2x8, 3x8, de week-end ou de nuit afin d'optimiser la durée de fonctionnement des installations.

f) Absentéisme

Le taux d'absentéisme (ratio du nombre d'heures d'absence subie sur le nombre d'heures possible de travail) s'élève à 8 % dont 5.23 % pour la France. Des plans d'action sont mis en œuvre dans les sociétés afin de réduire le nombre d'heures d'absence.

g) Egalité professionnelle entre hommes et femmes

Conformément à la loi du 9 mai 2001, Plastivaloire œuvre pour promouvoir, à situation comparable, l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'évolution des carrières, l'accès à la formation, les salaires et le positionnement dans l'entreprise.

h) Rémunérations

Moyenne des salaires sur 12 mois :

Salaires	30/09/2009	30/09/2008
Cadres	4 529	4 751
Agents de maîtrise et techniciens	2 387	2 543
ETAM	1 834	1 830
Ouvriers	1 607	1 707

i) Participation

Aucune participation n'a été dégagée sur l'exercice.

j) Relations professionnelles et bilan des accords collectifs

Plastivaloire développe une politique contractuelle active avec les partenaires sociaux : sur l'exercice 11 accords ont été signés avec les organisations syndicales représentatives. Ces accords concernent des domaines tels que les salaires et l'organisation du travail...

k) Conditions d'hygiène et de sécurité

Des actions préventives et de formation au bénéfice de l'ensemble du personnel sont régulièrement prises en compte dans le plan de formation avec la participation en France des CHSCT. Le plan d'identification et de prévention des risques professionnels a été mis en place sur l'ensemble des établissements du groupe.

Afin de mesurer l'efficacité des mesures prises, Plastivaloire utilise deux ratios : taux de fréquence (nombre d'accidents entraînant un arrêt par million d'heures travaillées) et taux de gravité (nombre de jours perdus par millier d'heures travaillées).

	30.09.2009		30.09.2008	
	France	Etranger	France	Etranger
Taux de Fréquence	19,32	16,02	33,63	35,46
Taux de gravité	0,48	0,37	1,25	0,63

l) Formation

	30.09.2009	30.09.2008
Nombre de personnes formées	890	837
Nombre d'heures de formation dispensées	8 272	7 162

Dans le cadre de l'intégration des salariés et du développement de la poly-compétence, plus de 32.59 % du personnel a bénéficié d'une formation en 2008-2009. Les actions de formation concernent l'ensemble des catégories professionnelles avec une forte implication des services techniques.

m) Travailleurs handicapés

21 salariés handicapés travaillent dans les établissements français du groupe. Par ailleurs de nombreux contrats de fourniture de sous-traitance ou de prestation de services sont conclus avec des ateliers protégés ou des centres d'aide par le travail (CAT).

n) Œuvres sociales

Les sommes consacrées à la gestion des œuvres sociales ont représenté 185 K€ en 2008-2009 soit environ 0.52 % de la masse salariale.

o) Rôle de l'entreprise dans la formation et l'emploi des jeunes

Afin de pourvoir à ses besoins de recrutement, Plastivaloire entretient de nombreux partenariats avec les écoles professionnelles dans les régions où sont implantés les sites du groupe. L'apprentissage et les stages permettent en particulier de former et d'intégrer de futurs collaborateurs.

7./ Conséquences environnementales de l'activité du groupe

Le groupe PLASTIVALOIRE se montre soucieux de contribuer à un développement économique et social harmonieux, préservant l'environnement.

Cette exigence est l'un des fondements de la culture d'entreprise partagée par l'ensemble des collaborateurs du Groupe.

PLASTIVALOIRE est attentif à l'écologie et privilégie des moyens de production modernes, propres et peu consommateurs d'énergie.

Cette exigence concerne les sites français de production ainsi que les sites étrangers, auxquels le groupe applique les mêmes normes environnementales, même si la législation nationale en vigueur se révèle moins contraignante.

Un suivi par site des consommations de fluides est tenu à jour et une politique de contrôle et de réduction de ces consommations est systématiquement menée.

Par ailleurs, il est procédé au broyage des rebuts et à leur réutilisation quand cela est possible.

L'éthique du Groupe PLASTIVALOIRE se révèle d'autant plus indispensable que l'exigence de ses propres donneurs d'ordres est forte en pareille matière.

La tendance des indicateurs sur les trois derniers exercices est la suivante :

a) Evolution de la consommation d'eau

		30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Volume total d'eau consommée	m ³	51 984	59 565	62 627
Volume d'eau consommée / CA	m ³ /M€	317	235	280

Le volume total d'eau consommé ressort en diminution. Ceci s'explique principalement cette année par la baisse d'activité, le chiffre d'affaire d'affaires ayant chuté de plus de 35 %. Toutefois la mise en place de nouveaux procédés d'injection sans peinture permet aussi de réduire la consommation d'eau. Il ressort néanmoins que les processus de fabrication de Plastivaloire sont très peu consommateurs d'eau.

b) Evolution et répartition de la consommation en énergie

		30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Consommation d'électricité	MWh	71 930	81 574	94 276
Consommation d'électricité/CA	MWh/M€	438	322	421
Consommation de gaz	MWh	5 132	9 939	6 371
Consommation de fioul	milliers de m ³	0,46	0,41	0,47

La consommation d'énergie est en diminution, La baisse d'activité de 35% explique essentiellement cette baisse. Il faut noter aussi que les pièces qui sont moins consommatrices de matières plastiques nécessitent moins d'énergie pour être injectées, en particulier dans le secteur de la TV.

La part de l'électricité, source d'énergie sans rejets, est prépondérante. L'usage du gaz et du fioul est principalement réservé au chauffage.

c) Evolution et répartition de la consommation de matières premières

		30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Matières plastiques	T	22 571	30 662	34 656
<i>T / million de CA</i>		138	121	155
Peintures, diluants	T	173	272	437

La consommation de matière plastique est légèrement en augmentation, si on la rapporte au chiffre d'affaires, elle reste toutefois bien en dessous de l'exercice 2007. En effet de plus en plus de composants sont intégrés dans nos produits et sont assimilables à de l'achat-revente. D'autre part le groupe ne produit plus que des écrans plats dans le secteur de la TV ceux-ci étant beaucoup moins consommateurs de plastiques.

La consommation de peinture est en diminution. En effet la mise en œuvre de techniques d'injection sans peinture a permis d'éviter de peindre les pièces tout en obtenant un effet très brillant.

Les boues générées par ces peintures font l'objet d'une très grande attention de la part du groupe et sont retraitées auprès de sociétés spécialisées.

d) Métaux lourds et solvants chlorés

Plastivaloire ne consomme pas de métaux lourds dans ses usines.

Le groupe a remplacé intégralement l'utilisation des solvants chlorés par des produits de substitution.

e) Déchets

		30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Quantité totale de déchets générés	Tonnes	2 746	4 361	4 456
<i>Dont déchets recyclés</i>	Tonnes	1 663	2 312	1 760
Quantité déchets générés / CA	T / M€	17	17	20
Déchets dangereux	%	8	6	7
Déchets non dangereux	%	92	94	93

On note une stabilité de la quantité de déchets générés par rapport au chiffre d'affaires, et une légère dégradation qualitative qui cependant demeure très faible à 8 %. Le groupe poursuit sa politique volontariste en matière de recyclage des déchets aussi bien en interne qu'en externe ; il ressort que le groupe retraite près de 60 % des déchets qu'il génère.

f) Emballages

		30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Emballages plastique	Tonnes	383	398	283
Emballages carton	Tonnes	1 219	2 023	1 650
Emballage bois	Tonnes	768	2 353	1 043
Total		2 370	4 774	2 976

Plastivaloire poursuit son effort pour que les emballages soient réutilisés dans le cadre des rotations avec les clients et les encourage à les retourner pour réemploi. Les emballages cartons restent prépondérants et s'expliquent principalement par le développement de la part de l'industrie électrique dans le chiffre d'affaires.

g) Nuisances olfactives et sonores

Les activités de Plastivaloire ne mettent pas en œuvre des procédés particulièrement bruyants et odorants. Certains dispositifs d'extraction d'air en toiture peuvent générer des nuisances qui demeurent très légères.

h) Conditions d'utilisation des sols

Plastivaloire prête une attention particulière à la préservation de ses sols. En effet le groupe impose un stockage des produits dangereux en rétention ; le stockage de matières premières et de produits finis ne s'effectue jamais à même le sol mais sur des surfaces imperméables.

L'utilisation des sols s'établit comme suit :

		30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Bâtiments	%	36	35	33
Voiries	%	37	35	34
Espaces verts	%	27	30	33

i) Certification ISO 14001

Le groupe Plastivaloire est en conformité avec la norme ISO 14001.

8./ Risques financiers

L'information sur les risques de marché est décrite dans l'annexe aux comptes consolidés.

SECTION 2 - SOCIETE PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE

1./ Principales données chiffrées

Pour PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE, (Société mère), les principales données d'exploitation des trois derniers exercices peuvent être résumées de la façon suivante (en K €)

	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Résultat financier	Résultat courant avant impôt	Résultat net
06/07	57.786	- 591	1.188	597	678
07/08	58.586	495	5.693	6.188	5.758
08/09	34.895	- 8.263	-4.523	-12.786	- 14.672

La diminution des volumes traités est telle que, malgré une réduction des charges d'exploitation, le résultat d'exploitation se dégrade sensiblement. Il ressort à -8.263 K€.

La diminution du poste « Salaires et charges » n'a en effet sur l'exercice été que peu significative, le Plan de Sauvegarde de l'Emploi mis en œuvre, portant sur les sites de LANGEAIS et de CHINON, n'étant pas encore effectif au 30 septembre 2009.

On constate également une augmentation de la charge d'amortissement consécutive aux investissements opérés en 2008.

Le résultat financier est impacté par une diminution des dividendes perçus des filiales sur l'exercice (- 1.749 K€) et par la comptabilisation d'une provision globale de 8.147 K€, portant sur la dépréciation de certains titres de participation, de créances rattachées (particulièrement OUEST INJECTION et DUNA PLASTIC FACTORY), et sur la perte de valeur des titres détenus dans son propre capital.

Le résultat exceptionnel (- 3.760 K€) tient compte d'une provision pour restructuration des sites de LANGEAIS et de CHINON, s'élevant à 4.100 K€ environ.

2./ Activité des Filiales

En France, le volume global d'activité (Plastiques du Val de Loire comprise) diminue significativement, passant de 113.027 K€ au 30 septembre 2008 à 76.769 K€ au 30 septembre 2009.

La fermeture du site de DREUX, liée au désengagement du principal donneur d'ordre, a particulièrement obéré les comptes de la société OUEST INJECTION.

Ses comptes ont cependant été établis selon le principe de continuité de l'exploitation, au regards des effets attendus du plan de restructuration mis en œuvre et de soutien financier de l'actionnaire.

Les autres sites français (et particulièrement ceux de LANGEAIS et CHINON), ont également vu leur niveau d'activité affecté par la crise, de sorte que seul le site de CREUTZWALD demeure profitable.

La division AUTOMOTIVE PLASTICS dégage en France un chiffre d'affaires global de 9.691 K€. Les contraintes inhérentes à la relance des activités l'amènent à constater une perte au dernier jour de l'exercice.

La conjonction de l'ensemble de ces tendances a pour effet que le Groupe dégage en France un résultat opérationnel de - 14.006 K€.

Il est partiellement compensé par les usines étrangères qui, malgré la baisse sensible de leur chiffre d'affaires, conservent un résultat opérationnel positif (8.903 K€) et génèrent un bénéfice net de 7.707 K€.

En Pologne, l'exercice a été marqué par la fusion entre FPK et FPP.

FPK a été en mesure de diversifier sa clientèle. Du fait d'une adaptation rapide des coûts de structure à la baisse du chiffre d'affaires, cette filiale conserve une rentabilité marquée.

FPG quant à elle, constate une augmentation de son activité et un résultat net en nette progression, grâce à une amélioration de sa marge d'exploitation.

En Roumanie, si le chiffre d'affaires est assez largement inférieur à son montant de l'année précédente, les efforts opérés en terme de production permettent de constater un résultat opérationnel en forte augmentation, le résultat net redevenant positif (142 K€) après la perte constatée au 30 septembre 2008.

La filiale hongroise enregistre des pertes significatives malgré les restructurations dont elle a fait l'objet, du fait de la baisse du courant d'affaires dont elle bénéficiait de la part de son principal donneur d'ordre. Son résultat est significativement déficitaire.

Ses comptes ont cependant été établis dans la perspective de la continuité de l'exploitation.

La filiale espagnole a été fortement pénalisée par la crise économique, qui a particulièrement affecté le secteur TV vidéo. Son résultat d'exploitation demeure néanmoins positif, tout comme son résultat net, néanmoins en diminution sensible.

La filiale tunisienne résiste bien aux tourmentes de l'économie, grâce particulièrement à l'arrivée de nouveaux clients. L'entreprise dispose d'un site de production extrêmement performant. Elle conserve un fort niveau de rentabilité.

La filiale slovaque (qui dépend de la division AUTOMOTIVE PLASTICS) a lancé ses activités en juin 2009 et œuvre uniquement dans le secteur automobile. Elle ressort à l'équilibre au 30 septembre 2009

3./ Informations diverses sur la société

- Prises de participation au cours de l'exercice 2008/2009

La société a procédé au cours de l'exercice, aux prises de participation suivantes au cours de l'exercice approuvé :

- Prise de participation de 100 % (par souscription à la constitution) dans le capital de la société AUTOMOTIVE PLASTICS BELLÈME, société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 250.000 €, dont le siège social est à LANGEAIS (37130) Z.I. Nord – Les Vallées, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOURS sous le numéro 513.028.662
- Prise de participation de 100 % (par souscription à la constitution) dans le capital de la société AUTOMOTIVE PLASTICS VOUEAUCOURT, société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 250.000 €, dont le siège social est à LANGEAIS (37130) Z.I. Nord – Les Vallées, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOURS sous le numéro 513.028.613
- Prise de participation de 100 % (par souscription à la constitution) dans le capital de la société AUTOMOTIVE PLASTICS ROCHEFORT, société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 250.000 €, dont le siège social est à LANGEAIS (37130) Z.I. Nord – Les Vallées, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOURS sous le numéro 513.028.647

La société a complété d'autre part sa participation dans le capital de la société de droit slovaque NITRA PLASTICS FACTORY, pour porter sa détention de 85 % à 100 %. Cette filiale a par ailleurs été redénommée AUTOMOTIVE PLASTICS SLOVAKIA.

PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE a conservé au sein de ses autres filiales la part de capital qu'elle détenait au 30 septembre 2008.

Il convient toutefois de rappeler la fusion-absorption de la société FABRYKA PLASTIKOW PONERAVIA par sa sœur la société FABRYKA PLASTIKOW KWIDZYN.

4./ Liste des mandats exercés par les mandataires sociaux dans d'autres sociétés

Plastiques du Val de Loire fonctionne sous la forme de Société Anonyme à Conseil d'Administration.

Les fonctions de Président et de Directeur Général ne sont pas dissociées. Elles ont été confiées à Monsieur Patrick FINDELING. Celui-ci exerce par ailleurs les mandats suivants :

AMIENS INJECTION - Président

SABLE INJECTION - Président

OUEST INJECTION - Président

CIMEST - Président

ERE PLASTIQUE - Président

CREUTZWALD INJECTION - Président

AUTOMOTIVE PLASTICS BELLÈME – Président

AUTOMOTIVE PLASTICS VOUJEAUCOURT – Président

AUTOMOTIVE PLASTICS ROCHEFORT – Président

ELBROMPLAST – Président

DUNA INJECTION PLASTIC FACTORY – Président du conseil de surveillance

CARDONAPLAST : Président

TUNISIE PLASTIQUES SYSTEMES : Président

AUTOMOTIVE PLASTICS SLOVAKIA - Président

BANQUE POPULAIRE DU VAL DE FRANCE – Administrateur

S.C.I. M.G. : Gérant

S.C.I. J.E.V. : Co-gérant

S.C.I. J.S. : Co-gérant

GROUPEMENT FORESTIER DE LA BASSE FORET - Gérant

- Madame Vanessa BELINGUIER :
Néant

- Madame Marie-France FINDELING :
S.C.I. J.E.V. : Co-gérant

- Monsieur John FINDELING
S.C.I. J.S. : Co-gérant

- Madame Viviane FINDELING :
Néant

- Monsieur Christian CHOLLET :
Néant

- Monsieur Claude BELINGUIER
Néant

5./ Activité en matière de recherche et développement

La société n'a mis en œuvre, au sens de la loi, aucune activité en matière de recherche et développement.

Ses bureaux d'étude ont cependant développé de nouvelles solutions techniques avec pour objectif de diminuer le prix de revient de certains produits ou de mettre au point des techniques innovantes.

6./ Répartition du capital, pactes d'actionnaires

La situation de l'actionnariat de PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE au 1^{er} janvier 2010 se présentait comme suit :

Actionnaires	% du capital			% des droits de vote	
	P.P.	N.P.	Usuf.	A.G.O.	A.G.E.
Patrick Findeling	41,62	-	0,66	56,24	55,36
Gisèle Findeling	8,96	-	-	12,12	12,12
Viviane Findeling	2,02	-	-	1,51	1,51
Vanessa Bélinguier	1,75	0,22	-	2,37	2,66
John Findeling	1,75	0,22	-	2,37	2,66
Eliott Findeling	1,75	0,22	-	2,37	2,66
M-France Findeling	1,00	-	-	1,35	1,35
Public	31,91	-	-	21,67	21,68
Autodétention	9,24	-	-	-	-
TOTAL		100%		100%	100%

Il est précisé qu'aucun dispositif de participation des salariés au capital de la société n'a été mis en place à ce jour.

La société n'a pas été informée du fait qu'une autre société détenait une fraction de son capital supérieure à 10 %.

Un pacte d'actionnaires a été régularisé le 18 février 2002 entre Monsieur Patrick FINDELING et Monsieur Charles FINDELING, et enregistré auprès de la Recette des Impôts de TOURS EST, le 12 mars 2002.

Il a pour objet de permettre à ses signataires ou à leurs héritiers de bénéficier des dispositions de l'article 787 B du Code Général des Impôts.

Un second pacte d'actionnaires a été régularisé le 13 janvier 2004 entre Monsieur Charles FINDELING, Madame Vanessa BELINGUIER, Monsieur John FINDELING, Monsieur Eliott FINDELING et Monsieur Olivier MONRREAL-FINDELING, enregistré auprès de la Recette des Impôts de TOURS OUEST, le 14 janvier 2004 et adressé à l'Autorité des Marchés Financiers, le 16 janvier 2004.

Il a pour objet de permettre à ses signataires de bénéficier des dispositions de l'article 787 B du Code Général des Impôts.

7./ Ajustement des bases de conversion des valeurs mobilières donnant accès au capital et options de souscription et d'achat

La société n'a émis dans le passé aucune valeur mobilière donnant accès à son capital, ni délivré d'option de souscription ou d'achat.

8./ Rémunération des dirigeants, jetons de présence

La société a versé au cours de l'exercice, les rémunérations suivantes à ses mandataires sociaux :

Membres du Conseil d'administration	Rémunération fixe	Rémunération variable	Avantages en nature
Patrick FINDELING (1)	455.100	62.000 (3)	6.667
Vanessa BELINGUIER (2)	65.932	14.000 (3)	-
John FINDELING (2)	51.860	3.500 (3)	-
Marie-France FINDELING	-	-	-
Viviane FINDELING	-	-	-
Christian CHOLLET	-	-	-
Claude BELINGUIER	-	-	-

(1) en qualité de Président Directeur Général

(2) en qualité de salariés

(3) provisionnés dans les comptes au 30 septembre 2008 et se rapportant à l'exercice clos à cette date.

La société n'a versé aucun jeton de présence, aux membres du Conseil d'Administration.

9./ Évènements postérieurs à la date de clôture de l'exercice

Le Plan de Sauvegarde de l'Emploi portant sur les sites de CHINON et LANGEAIS a été validé dans le courant du mois de décembre 2009 par la direction de l'entreprise et les instances représentatives du personnel. Sa mise en œuvre est prévue pour le premier semestre 2010.

10./ Evolutions récentes et perspectives

Le début d'exercice est encore marqué par un manque de visibilité des grands donneurs d'ordre.

Néanmoins, une tendance à la reprise progressive de la croissance se dessine. Elle devrait être favorisée par les premiers succès commerciaux de la division AUTOMOTIVE PLASTICS fournisseur de rang 1 de l'industrie automobile.

D'autres marchés significatifs ont été remportés, particulièrement concernant la production de pièces plastiques pour pompes à chaleur, dont les premières fabrications interviendront d'ici la fin de l'année civile.

Le Groupe s'appliquera à maintenir ses efforts à l'effet d'adapter son offre à l'évolution de la demande et de se positionner en qualité de fournisseur de solutions à valeur ajoutée, propre à la différencier de la concurrence.

Malgré la violence de la crise, les fondamentaux de l'entreprise n'ont pas été autrement affectés. PLASTIVALOIRE, qui dispose d'une santé financière robuste, demeurera de ce fait attentive à toute opportunité de prise de part de marchés, le cas échéant par voie de croissance externe.

11./ Affectation du résultat

Conformément à la loi et aux dispositions de nos statuts, nous vous proposons d'affecter les résultats de l'exercice 2008/2009 de la manière suivante :

Origine

- Résultat de l'exercice (14.671.818,48 €)

Affectation

- imputation de la perte de l'exercice :
 - . à concurrence de..... 273.725,00 €
sur le Report à Nouveau créancier, ainsi ramené de
273.725 € à 0

 - . à concurrence du solde, soit 14.398.093,48 €
sur le poste « Autres Réserves », ainsi ramené de
43.974.917,79 € à 29.576.824,31 €

Par ailleurs, une somme de 381,12 € sera prélevée sur le poste Autres Réserves, ainsi ramené de 29.576.824,31 € à 29.576.443,19 €, est affectée au poste « Réserves Réglementées » dont le montant sera ainsi porté de 5.716,81 € à 6.097,93 €

Pour mémoire, il est ici précisé pour les trois exercices précédents, les dividendes mis en distribution :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende global (en €)	Dividende distribué (par action) en €	Abattement Art. 158-3 2° DU C.G.I.	Revenu réel (par action) en €
2005/2006	2.765.700	1.659.420	0,60	oui	0,60
2006/2007	2.765.700	1.935.990	0,70	oui	0,70
2007/2008	2.765.700	2.765.700	1,00	oui	1,00

12./ Synthèse des autorisations en cours en matière d'augmentation de capital

Nature de l'autorisation	Date de l'AGE	Expiration de l'autorisation	Montant autorisé	Augmentations réalisées les années précédentes	Augmentations réalisées au cours de l'exercice	Montant résiduel au jour de l'établissement des présentes
Augmentation de capital réservée aux actionnaires et/ou par incorporation de réserves	28.03.2008	27.05.2010	10 M€	-	-	10 M€
Augmentation de capital avec suppression du DPS	28.03.2008	27.05.2010	10 M€	-	-	10 M€
Augmentation de capital en vue de rémunérer les apports en nature	28.03.2008	27.05.2010	10 % du capital	-	-	10 % du capital
Augmentation de capital avec suppression du DPS en faveur d'adhérents à un PEE	28.03.2008	27.05.2010	200.000 €	-	-	200.000 €

13./ Opérations réalisées dans le cadre du programme de rachat d'actions(Art. 1 225-9 alinéa 2 du Code de Commerce) entre le 1^{er} octobre 2008 et le 30 septembre 2009.

Pourcentage de capital auto-détenu de manière directe et indirecte	9.6554 %
Nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois	néant
Nombre de titres détenus en portefeuille ; - Titres comptabilisés en valeurs mobilières de placement - Titres comptabilisés en titres immobilisés	267.040
Valeur comptable du portefeuille	5.074.811,05 euros
Valeur de marché du portefeuille (calculé sur la base de 15,50 €, cours au 30 septembre 2009)	4.139.120 euros

Opérations réalisées au titre de la période du 1^{er} octobre 2008 au 30 septembre 2009							
		Animation du titre	Actionnariat salarié	Opérations de croissance externe	Couverture de valeurs mobilières	Annulation	Total
Achats	Nombre d'actions	215.501	-	-	-	-	215.501
	Prix	18.2778	-	-	-	-	18.2778
	Montant	3.938.892	-	-	-	-	3.938.892
	Volume des actions utilisées	%	-	-	-	-	%
Ventes / transferts	Nb d'actions	176.386	-	-	-		176.386
	Prix	19.029	-	-	-		19.029
	Montant	3.356.361,48	-	-	-		3.356.361,48

La société n'a pas utilisé de produits dérivés dans le cadre de ce programme de rachat d'actions.

Les actions détenues par la société n'ont fait l'objet d'aucune réallocation à d'autres finalités depuis la dernière autorisation consentie par l'assemblée générale.

14./ Mandat du Président du Conseil d'Administration et des administrateurs

Aucun mandat des membres du conseil d'administration n'arrive à échéance.

Par ailleurs, aucun des commissaires aux comptes ne verra son mandat expirer à l'occasion de la tenue de l'assemblée générale ordinaire destinée à statuer sur les comptes de l'exercice 2008/2009.

15/ Tableau des résultats financiers des cinq derniers exercices (en euros)

NATURE DES INDICATIONS	EXERCICE	EXERCICE	EXERCICE	EXERCICE	EXERCICE
	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009
I - Capital en fin d'exercice					
Capital social	5.531.400	5.531.400	5.531.400	5.531.400	5.531.400
Nombre des actions ordinaires existantes	2.765.700	2.765.700	2.765.700	2.765.700	2.765.700
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes.....	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions futures à créer.....	-	-	-	-	-
. Par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
. Par exercice de droits de souscription	-	-	-	-	-
II. Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes.....	56.359.467	61.023.741	57.786.276	58.585.950	34.895.377
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.....	3.070.682	4.569.818	3.938.371	8.398.842	(3.900.038)
Impôts sur les bénéfices.....	- 226.803	173.409	218.422	621.072	(1.873.656)
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.....	2.072.920	3.309.231	677.978	5.758.466	(14.671.818)
Résultat distribué.....	1.521.135	1.659.420	1.935.990	2.765.700	- ⁽¹⁾
III. Résultats par action					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	1,19	1,59	1,35	2,,81	(0,73)
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,75	1,20	0,25	2,08	(5,30)
Dividende attribué à chaque action (a)	0,55 (1)	0,60	0,70	1	-
IV. Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	561	527	523	505	493
Montant de la masse salariale de l'exercice	14.757.695	14.384.009	15.031.597	15.527.512	15.340.155
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, oeuvres sociales, etc.).....	5.484.246	5.384.411	5.703.378	6.108.666	5.962.271

⁽¹⁾ selon proposition du conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire annuelle qui se tiendra le 30 mars 2010.

CHAPITRE II - COMPTES CONSOLIDES ET ANNEXE

1. Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Note	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Produits des activités ordinaires	6.2.1.	164 118	253 444	224 092
- Ventes de produits		163 352	250 612	222 649
- Ventes de services		766	2 832	1 443
Autres produits opérationnels d'activité	6.2.2.1.	4 084	892	3 978
Marchandises et matières consommées	6.2.2.2.	82 875	127 248	127 802
Frais de personnel	6.2.2.3.	54 032	59 113	53 853
Dotations aux amortissements et provisions	6.2.2.4.	12 415	14 004	9 986
Autres charges opérationnelles d'exploitation	6.2.2.5.	21 795	32 198	27 464
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		- 2 915	21 773	8 965
Autres produits opérationnels	6.2.2.7.	8 348	2 255	1 514
Autres charges opérationnelles	6.2.2.7.	10 536	2 558	2 126
RESULTAT OPERATIONNEL		- 5 103	21 470	8 353
Coût de l'endettement financier net	6.2.3.	- 971	- 774	- 895
Autres produits et charges financières	6.2.3.	1 838	- 725	476
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		29	26	273
Charges d'impôt sur le résultat	6.2.4.	- 2 152	- 4 703	- 1 787
Résultat après impôts		- 6 359	15 294	6 420
Résultat des minoritaires		1 475	3 137	1 410
Résultat du Groupe		- 7 834	12 157	5 010
Nombre d'actions (en milliers)		2 499	2 538	2 739
Résultat net par action	6.2.5.	- 3,14	4,79	1,83

2. Bilans consolidés

En milliers d'euros	Note	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
I - ACTIFS NON COURANTS		101 912	104 025	99 284
Immobilisations incorporelles	6.3.1.	660	563	536
Immobilisations corporelles	6.3.2.	99 341	101 706	96 509
Participation sociétés Mises en équivalence	6.3.3.	1 673	1 644	1 618
Autres actifs financiers	6.3.3.	93	102	95
Impôt différé actif		145	10	526
II - ACTIFS COURANTS		108 799	128 356	117 361
Stocks	6.3.4.	19 860	23 875	23 986
Créances clients	6.3.5.	45 432	60 529	57 064
Autres créances	6.3.6.	15 594	18 987	19 045
Liquidités et quasi-liquidités	6.4.2.	27 913	24 965	17 265
A - TOTAL ACTIF		210 711	232 381	216 645
I - CAPITAUX PROPRES	6.3.7.	101 148	121 838	110 092
Capital		5 531	5 531	5 531
Primes		17 843	17 843	17 843
Réserves consolidées		77 956	77 777	76 018
Résultat net consolidé - part du groupe		- 7 834	12 157	5 010
Intérêts minoritaires		7 652	8 530	5 690
III - DETTES NON COURANTES		40 182	34 767	29 725
Dettes financières à long terme	6.4.3.	29 379	26 100	20 877
Impôts différés		8 262	5 690	6 598
Dettes au titre des pensions et retraites	6.3.8.	2 541	2 977	2 250
IV - DETTES COURANTES		69 381	75 776	76 828
Dettes fournisseurs et autres dettes		28 979	36 894	40 049
Autres dettes courantes	6.3.9.	20 555	23 556	21 320
Dettes financières à court terme	6.4.3.	13 941	13 512	14 397
Provisions	6.3.8	4 685	954	895
Dettes impôt sur les sociétés		1 221	860	166
B - TOTAL CAPITAUX PROPRES ET DETTES		210 711	232 381	216 645

3. Variation des capitaux propres consolidés

Rubriques	Note	Nombre d'actions émises	Capital	Primes	Réserves de conversion	Réserves consolidées accumulées	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total
Situation au 30.09.2007		2 765	5 531	17 843	3 735	77 293	104 402	5 690	110 092
Variation de capital							0	0	0
Actions propres						(4 151)	(4 151)		(4 151)
Distribution de dividendes						(1 815)	(1 815)	(865)	(2 680)
Opérations comptabilisées directement en capitaux propres						404	404	61	465
Ecart de conversion					2 506		2 506	501	3 007
Résultat de l'exercice						12 157	12 157	3 137	15 294
Variation du périmètre						4	4	1	5
Autres						(198)	(198)	4	(194)
Situation au 30.09.2008		2 765	5 531	17 843	6 241	83 694	113 309	8 529	121 838
Variation de capital							0	0	0
Actions propres						(574)	(574)		(574)
Distribution de dividendes						(2 492)	(2 492)	(853)	(3 345)
Opérations comptabilisées directement en capitaux propres						(2 366)	(2 366)	(417)	(2 783)
Ecart de conversion					(6 319)		(6 319)	(1 082)	(7 401)
Résultat de l'exercice						(7 834)	(7 834)	1 475	(6 359)
Variation du périmètre						0	0	0	0
Autres						(228)	(228)	0	(228)
Situation au 30.09.2009		2 765	5 531	17 843	-78	70 200	93 496	7 652	101 148

Les opérations comptabilisées directement en capitaux propres concernent les pertes et gains de change latents comptabilisés en résultat dans les comptes individuels de la société FPG.

4. Tableaux de flux de trésorerie consolidés

Flux (en milliers d'euros)	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
RESULTAT NET	-7 834	12 157	5 010
Part des minoritaires dans le résultat sociétés intégrées	1 475	3 137	1 411
Quote part dans les résultats des sociétés mise en équivalence	-29	-26	-273
Dotations aux Amortissements et provisions	15 731	13 758	10 542
Reprises des Amortissements et provisions	-1 350	-765	-825
Autres charges et produits calculés	-6 417		
Plus et moins values de cession	-474	559	290
Impôts différés	2 435	-1 240	949
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	3 537	27 580	17 102
Ecart de conversion sur la CAF			
<i>Variation des frais financiers</i>	-10	16	50
<i>Variation nette exploitation</i>	8 261	-6 760	-6 843
Variation de stock	2 608	551	-1 257
Variation des Créances d'exploit°	11 946	-2 898	-6 535
Variation des Dettes d'exploit°	-6 293	-4 413	948
<i>Variation nette hors exploitation</i>	665	5 238	33
Variation des créances hors exploitation	3 181	1 535	-720
Variation des dettes hors exploitation	-2 458	3 016	614
Charges et produits constatés d'avance	-58	48	10
Pertes et gains de changes	0	639	129
Flux net de trésorerie généré par l'activité	12 453	26 074	10 343
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décaisst / acquisition immos incorporelles	-184	-137	-89
Décaisst / acquisition immos corporelles	-11 058	-16 110	-11 483
Encaisst / cession d'immos corp et incorp	2 906	1 856	1 111
Décaisst / acquisition immos financières	-24	-52	-12
Encaisst / cession immos financières	43	28	171
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales	-1	-4	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-8 318	-14 419	-10 303
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital ou apports	0	5	0
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-2 492	-1 815	-1 645
Dividendes versés aux minoritaires	-852	-865	-430
Décaisst / acquisition titres d'autocontrôle	-325	-4 152	
Encaissements provenant d'emprunts	11 372	9 907	7 210
Remboursement d'emprunts	-4 528	-4 957	-6 210
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	3 175	-1 877	-1 075
Incidences des variations de taux de change	-1 829	207	152
VARIATION DE TRESORERIE	5 481	9 985	-884
TRESORERIE A L'OUVERTURE	20 553	10 568	11 452
TRESORERIE A LA CLOTURE	26 034	20 553	10 568

5. Informations sectorielles

5.1 Informations par zone géographique

5.1.1. Comptes de résultats consolidés par zone géographique

en K€	France	Etranger	Interzone	Total
30/09/2009				
Chiffre d'affaires	76 769	87 349		164 118
Chiffre d'affaires interzone	7 406	1 068	- 8 474	-
Chiffre d'affaires de la zone	84 175	88 417	- 8 474	164 118
				-
RESULTAT OPERATIONNEL	- 14 006	8 903	-	- 5 103
Résultat financier	229	638	-	867
Charges d'impôt sur le résultat	- 289	- 1 863		- 2 152
Mise en équivalence	-	29	-	29
Résultat après impôts	- 14 066	7 707	-	- 6 359
30/09/2008				
Chiffre d'affaires	113 027	140 416		253 443
Chiffre d'affaires interzone	8 934	320	- 9 254	-
Chiffre d'affaires de la zone	121 961	140 736	- 9 254	253 443
				-
RESULTAT OPERATIONNEL	1 791	19 679	-	21 470
Résultat financier	406	- 1 905	-	- 1 499
Charges d'impôt sur le résultat	- 857	- 3 846		- 4 703
Mise en équivalence	-	26	-	26
Résultat après impôts	1 340	13 954	-	15 294

Les transactions interzones sont effectuées à des conditions proches de celles du marché.

Le découpage par zone présenté ci-dessus se réfère à des notions géographiques. Le chiffre d'affaires consolidé est présenté par zone d'implantation de la société.

5.1.2. Bilans consolidés par zone géographique au 30 septembre 2009

En milliers d'euros	France	Etranger	Inter zone	30.09.2009
I - ACTIFS NON COURANTS	67 863	52 803	-18 754	101 912
Immobilisations incorporelles	315	345		660
Immobilisations corporelles	47 102	52 239		99 341
Participation sociétés Mises en équivalence	1 673			1 673
Autres actifs financiers	18 773	74	-18 754	93
Impôt différé actif	0	145		145
II - ACTIFS COURANTS	63 901	55 197	-10 299	108 799
Stocks	10 382	9 478		19 860
Créances clients	33 663	22 068	-10 299	45 432
Autres créances	9 329	6 265	0	15 594
Liquidités et quasi-liquidités	10 527	17 386		27 913
A - TOTAL ACTIF	131 764	108 000	-29 053	210 711
I - CAPITAUX PROPRES	61 820	39 328	0	101 148
Capital	5 531			5 531
Primes	17 843			17 843
Réserves consolidées	52 404	25 552		77 956
Résultat net consolidé - part du groupe	-13 963	6 129		-7 834
Intérêts minoritaires	5	7 647		7 652
III - DETTES NON COURANTES	32 794	7 388	0	40 182
Dettes financières à long terme	23 130	6 249		29 379
Impôts différés	7 123	1 139		8 262
Dettes au titre des pensions et retraites	2 541	0		2 541
IV - DETTES COURANTES	37 150	61 284	-29 053	69 381
Dettes fournisseurs et autres dettes	15 023	24 068	-10 112	28 979
Autres dettes courantes	9 343	11 399	-187	20 555
Dettes financières à court terme	8 783	23 912	-18 754	13 941
Provisions	4 001	684		4 685
Dettes impôt sur les sociétés	0	1 221		1 221
B - TOTAL CAPITAUX PROPRES ET DETTES	131 764	108 000	-29 053	210 711

Les immobilisations, les investissements corporels et incorporels et les autres actifs d'exploitation sont présentés par zone d'implantation des filiales et co-entreprises.

Les transactions interzones sont effectuées à des conditions proches de celles du marché.

5.1.3. Bilans consolidés par zone géographique au 30 septembre 2008

En milliers d'euros	France	Etranger	Inter zone	30.09.2008
I - ACTIFS NON COURANTS	65 595	60 021	-21 591	104 025
Immobilisations incorporelles	187	376		563
Immobilisations corporelles	43 802	57 904		101 706
Participation sociétés Mises en équivalence		1 644		1 644
Autres actifs financiers	21 606	87	-21 591	102
Impôt différé actif		10		10
II - ACTIFS COURANTS	71 084	66 630	-9 358	128 356
Stocks	10 313	13 562		23 875
Créances clients	34 426	35 461	-9 358	60 529
Autres créances	15 537	3 450	0	18 987
Liquidités et quasi-liquidités	10 808	14 157		24 965
A - TOTAL ACTIF	136 679	126 651	-30 949	232 381
I - CAPITAUX PROPRES	75 984	45 854	0	121 838
Capital	5 531			5 531
Primes	17 843			17 843
Réserves consolidées	51 156	26 621		77 777
Résultat net consolidé - part du groupe	1 346	10 811		12 157
Intérêts minoritaires	108	8 422		8 530
III - DETTES NON COURANTES	23 616	11 151	0	34 767
Dettes financières à long terme	16 029	10 071		26 100
Impôts différés	4 610	1 080		5 690
Dettes au titre des pensions et retraites	2 977			2 977
IV - DETTES COURANTES	37 079	69 646	-30 949	75 776
Dettes fournisseurs et autres dettes	17 980	28 272	-9 358	36 894
Autres dettes courantes	9 117	14 439		23 556
Dettes financières à court terme	8 773	26 330	-21 591	13 512
Provisions	559	395		954
Dettes impôt sur les sociétés	650	210		860
B - TOTAL CAPITAUX PROPRES ET DETTES	136 679	126 651	-30 949	232 381

Les transactions interzones sont effectuées à des conditions proches de celles du marché.

5.1.4. Tableaux de flux de trésorerie consolidés par zone au 30 septembre 2009

Variation des flux de trésorerie en KC	France	ETRANGER	TOTAL
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
RESULTAT NET	-13 963	6 129	-7 834
Part des minoritaires dans le résultat des stés intégrées	-104	1 579	1 475
Quote part dans resultat sociétés en équivalence	0	-29	-29
Dotations aux Amortissements et provisions	10 071	5 660	15 731
Reprises des Amortissements et provisions	-1 114	-236	-1 350
Autres charges et produits calculés	-6 417	0	-6 417
Plus et moins values de cession	-318	-156	-474
Impôts différés	2 471	-36	2 435
Subventions virées au résultat	0	0	0
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	-9 374	12 911	3 537
Variation des frais financiers	23	-33	-10
Variation nette exploitation	-1 310	9 571	8 261
Var° de stock	-69	2 678	2 608
Var° des Créances d'exploit°	345	11 602	11 946
Var° des Dettes d'exploit°	-1 586	-4 708	-6 294
Variation nette hors exploitation	6 928	-6 263	665
Var°des Créances hors exploitation	6 570	-3 389	3 181
Var°des Dettes hors exploitation	-504	-1 955	-2 459
Comptes de liaison	595	-595	0
Charges et produits constatés d'avance	267	-325	-58
Pertes & gains de change	0	0	0
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	5 641	3 275	8 916
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-3 733	16 186	12 453
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décaisst / acquisition immos incorporelles	-151	-33	-184
Décaisst / acquisition immos corporelles	-3 900	-7 158	-11 058
Encaisst / cession d'immos corp et incorp	2 471	434	2 906
Subventions d'investissement encaissés	0	0	0
Décaisst / acquisition immos financières	-24	0	-24
Encaisst / cession immos financières	20	23	43
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales	-1	0	-1
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 584	-6 734	-8 318
OPERATIONS DE FINANCEMENT	0	0	
Augmentation de capital ou apports	0	0	0
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options	0	0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-2 492	0	-2 492
Dividendes versés aux minoritaires	3 061	-3 913	-852
Décaisst / acquisition titres d'autocontrôle	-325	0	-325
Encaissements provenant d'emprunts	9 000	2 372	11 372
Remboursement d'emprunts	-2 058	-2 470	-4 528
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	7 185	-4 011	3 174
Incidences des variations de taux de change	0	-1 829	-1 829
VARIATION DE TRESORERIE	1 868	3 613	5 481
TRESORERIE A L'OUVERTURE	7 433	13 120	20 553
TRESORERIE A LA CLOTURE	9 301	16 733	26 034

5.1.5. Tableaux de flux de trésorerie consolidés par zone au 30 septembre 2008

Variation des flux de trésorerie (en K€)	France	ETRANGER	TOTAL
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
RESULTAT NET	1 345	10 811	12 156
Part des minoritaires dans le résultat des stés intégrées	-5	3 143	3 137
Quote part dans resultat sociétés en équivalence	0	-26	-26
Dotations aux Amortissements et provisions	6 919	6 839	13 759
Reprises des Amortissements et provisions	-676	-88	-765
Plus et moins values de cession	443	115	559
Impôts différés	-1 117	-123	-1 240
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	6 909	20 671	27 580
Variation des frais financiers	-10	26	16
Variation nette exploitation	-3 302	-3 458	-6 760
Var° de stock	234	316	551
Var° des Créances d'exploit°	-1 077	-1 821	-2 898
Var° des Dettes d'exploit°	-2 459	-1 954	-4 413
Variation nette hors exploitation	-6 545	11 782	5 238
Var°des Créances hors exploitation	1 748	-213	1 535
Var°des Dettes hors exploitation	656	2 360	3 016
Comptes de liaison	-8 982	8 982	0
Charges et produits constatés d'avance	34	14	48
Pertes & gains de change	0	640	640
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-9 857	8 351	-1 506
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-2 948	29 022	26 074
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décaisst / acquisition immos incorporelles	-88	-49	-137
Décaisst / acquisition immos corporelles	-3 086	-13 024	-16 110
Encaisst / cession d'immos corp et incorp	1 707	149	1 856
Décaisst / acquisition immos financières	117	-170	-52
Encaisst / cession immos financières	-118	145	28
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales	-4	0	-4
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 471	-12 949	-14 420
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital ou apports	0	5	5
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-1 815	0	-1 815
Dividendes versés aux minoritaires	4 810	-5 674	-865
Variation des autres fonds propres	-4 152	0	-4 152
Encaissements provenant d'emprunts	8 508	1 399	9 907
Remboursement d'emprunts	-3 273	-1 684	-4 957
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	4 078	-5 954	-1 876
Incidences des variations de taux de change	68	143	211
Reclassement de trésorerie	-4		-4
VARIATION DE TRESORERIE	-278	10 263	9 985
TRESORERIE A L'OUVERTURE	7 711	2 856	10 568
TRESORERIE A LA CLOTURE	7 433	13 120	20 553

5.2. Informations par branche d'activité

En milliers d'euros	Pièces Plastiques	Outillages	Total
30/09/2009			
Chiffre d'affaires	152 936	11 182	164 118
Investissements corporels et incorporels	18 599	14	18 613
Immobilisations corporelles et incorporelles	189 354	1 520	190 874
30/09/2008			
Chiffre d'affaires	239 978	13 466	253 444
Investissements corporels et incorporels	16 054	29	16 083
Immobilisations corporelles et incorporelles	187 660	1 951	189 611
30/09/2007			
Chiffre d'affaires	214 156	9 936	224 092
Investissements corporels et incorporels	11 514	62	11 576
Immobilisations corporelles et incorporelles	176 070	1 922	177 992

Les immobilisations incorporelles ne comprennent pas les goodwill et les fonds de commerce

6. Annexe aux comptes consolidés

6.1. Faits marquants, événements postérieurs, règles et méthodes comptables

6.1.1. Faits marquants de l'exercice

Le groupe Plastivaloire a arrêté ses comptes sur la base du principe de la continuité d'exploitation. Du fait de son activité industrielle, le Groupe est exposé à la crise financière et à la crise économique qui en découle. Il doit notamment faire face à une forte contraction des commandes de ses grands donneurs d'ordre du fait d'un climat industriel perturbé.

Face à cette situation, le groupe Plastivaloire s'est concentré sur l'adaptation de ses coûts de structure afin de préserver ses fondamentaux financiers et sur la consolidation de ses liens avec ses principaux clients.

La structure financière reste saine avec un taux d'endettement net faible de 15% (contre 12% à la fin de l'exercice précédent). Nous maintenons un ratio marge brute / chiffre d'affaires élevé de 49,5% contre 49,8% un an auparavant, en raison d'une politique d'optimisation des coûts initiés il y a 2 ans.

Nous intensifions nos efforts commerciaux et poursuivons notre approche client visant à proposer des solutions sur mesure à valeur ajoutée

Enfin, l'acquisition des actifs de Key Plastics Europe en France et en Slovaquie nous permet d'une part, de mettre en place de véritables synergies commerciales et, d'autre part, d'accéder en qualité de sous traitant du secteur automobile de rang n°1.

6.1.1.1. Evolution du périmètre de consolidation

- Automotive plastics

Le 1^{er} Juin 2009, le groupe, sur décision du tribunal de commerce d'Alençon, a acquis un certain nombre d'actifs et de passifs au groupe Key Plastics. Pour la réalisation de cette opération le groupe a été amené à créer trois nouvelles sociétés en France. Dans ce contexte, en Slovaquie, Nitra Plastic Factory est devenue Automotive Plastics Slovakia.

Dénomination	Lieu d'exploitation	Capital (en euros)	Chiffre d'affaire de la période (enK€)
SAS Automotive Plastics Bellême	Bellême (61)	250 000	5 675
SAS Automotive Plastics Rochefort	Rochefort (17)	250 000	2 418
SAS Automotive Plastics Voujeaucourt	Voujeaucourt (25)	250 000	1 598
SAS Automotive Plastics Slovakia	Dolny Kubin Slovaquie	250 000	2 760

- Nitra plastic Factory

Sur l'exercice précédent le groupe avait créé en Slovaquie à Leopoldov, la société Nitra Plastic Factory. L'activité de la société qui consistait en un entrepôt logistique avancé avait débuté au mois de juin 2008 et s'est terminée le 31 mai 2009. Cette société a été conservée pour racheter les actifs du groupe Key Plastics en Slovaquie.

- Fabryka Palstikow Pomerania

Le 1^{er} octobre 2008 la société FPK a absorbé la société FPP. Cette transaction a été réalisée à la valeur nette comptable.

6.1.1.2. Ouest Injection

La société qui enregistrait depuis plusieurs exercices une baisse de son activité liée au désengagement de son principal donneur d'ordre a procédé au cours de l'exercice à la fermeture de l'établissement de Dreux. Le coût qui en résulte représente un total de 3,1 M€ intégralement comptabilisé dans les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2009.

Dans ce contexte, les comptes ont été préparés selon le principe de continuité de l'exploitation, la validité de cette hypothèse dépendant notamment des effets positifs attendus du plan de redressement ainsi mis en œuvre et du maintien du soutien financier de son actionnaire.

6.1.1.3. Plastiques du Val de Loire

Devant l'ampleur de la crise du secteur automobile, la société a initié au cours de l'exercice des mesures de restructuration sur les sites de Langeais et de Chinon visant à optimiser ses coûts de structure. Ainsi, le 6 juillet 2009, dans le cadre d'une réunion du Comité Centrale d'Entreprise, il a été annoncé un plan de licenciement. Les coûts liés à cette restructuration ont été estimés et provisionnés pour un montant de 4 millions d'euros.

6.1.1.4. Duna Injection

Malgré des restructurations importantes ayant notamment engendré des réductions significatives des effectifs, la société enregistre des pertes conséquentes en raison de la baisse d'activité de son principal donneur d'ordre. Son chiffre d'affaires passe ainsi de 26,2 M€ en 2007/2008 à 13 M€ en 2008/2009.

A ce jour, la direction n'a pris aucune décision de nature à engendrer la cessation des activités de la société. Le plan de redressement mis en place ne produira ses effets qu'à moyen terme et la situation financière demeure incertaine et conditionnée à une reprise de l'activité. Dans ce contexte, il existe une incertitude quant à la capacité de la société à poursuivre son activité et, en conséquence, elle pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes dans le cadre normal de son activité.

Les comptes annuels ont été établis dans la perspective de la continuité de l'exploitation et aucun ajustement qui pourrait s'avérer nécessaire si la société n'était plus en mesure de poursuivre son activité, n'a été constaté.

6.1.2. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est intervenu.

6.1.3. Règles et méthodes comptables

En application du règlement n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le parlement européen et le conseil européen. Les sociétés cotées sur un marché réglementé de l'un des États membres, doivent présenter pour le premier exercice clos à compter du 1er janvier 2005, leurs comptes consolidés suivant le référentiel comptable international émis par l'IASB (normes IFRS ou International Financial Reporting Standards) tel qu'approuvé par l'Union Européenne.

Par conséquent, les comptes consolidés du groupe Plastivaloire au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2009 sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 30 septembre 2009 telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

Les comptes présentés au 30 septembre 2009 et leur comparatifs 2008 sont établis en application des dispositions du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers du 27 juin 2005, les règles comptables et les principes d'évaluation doivent être ceux prescrits par les normes IFRS.

Les normes IAS 32 « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation » et IAS 39 « Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation » ont été appliquées à partir du 1^{er} octobre 2004.

Aucune norme ni interprétation IAS/IFRS adoptées par l'Union Européenne et d'application postérieurement au 30 septembre 2009 n'ont été appliquées de manière anticipée par le Groupe.

6.1.3.1. Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, Plastivaloire doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Plastivaloire revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles. La valeur recouvrable des actifs et les provisions, sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements.

6.1.3.2. Principes de consolidation

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par le Groupe (filiales). Ce contrôle est présumé exister lorsque le Groupe détient plus de 50% des droits de vote ou lorsque le Groupe détenant la moitié ou moins des droits de vote d'une entité, dispose

- du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs ;
- du pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat ;
- soit du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce conseil ou cet organe, soit du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce conseil ou cet organe.

Les comptes des sociétés contrôlées conjointement (co-entreprises) sont consolidés par intégration proportionnelle.

Les comptes des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) sont mis en équivalence. Les sociétés dans lesquelles le Groupe détient plus de 20% des droits de vote et moins si l'influence notable est démontrée sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence. L'existence de l'influence notable peut être mise en évidence par la représentation au Conseil d'administration ou à l'organe de direction équivalent de l'entreprise détenue ; la participation au processus d'élaboration des politiques, et notamment participation aux décisions relatives aux dividendes et autres distributions ; des transactions significatives entre l'investisseur et l'entreprise détenue.

Les titres des sociétés qui, bien que répondant aux critères évoqués ci-dessus, ne sont pas consolidées, sont inscrits en autres actifs non courants.

6.1.3.3. Présentation des états financiers

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles, comme :

- les coûts de restructuration et les coûts relatifs aux mesures d'adaptation des effectifs,
- le résultat de cession d'activités ou de participations opérationnelles,
- le résultat de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles,
- les éléments inhabituels correspondant à des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant.

Information sectorielle de premier niveau

Le premier niveau de l'information sectorielle se décline par zones géographiques.

Information sectorielle de second niveau

L'information sectorielle de second niveau se décline selon les branches suivantes :

- la branche Plasturgie, qui comprend les filiales de production,
- la branche Outillage, qui consiste en la réalisation de moules et d'outillages spécifiques.

Chacune de ces deux branches forme un tout cohérent exposé à des risques et une rentabilité qui lui sont propres.

A l'exception des dividendes reçus et de la charge d'impôt, les produits et charges résultant de l'activité Outillage sont comptabilisés en produits et charges d'exploitation.

Les actifs et les dettes sont propres à chaque activité.

Actifs/passifs courants et non courants

Les éléments directement liés au cycle d'exploitation, sont considérés comme courants ainsi que les actifs et passifs dont l'échéance est inférieure à un an.

6.1.3.4. Conversion des comptes des sociétés étrangères

La monnaie de présentation du Groupe est l'Euro.

La monnaie fonctionnelle des sociétés étrangères est généralement leur monnaie locale. Dans les cas où la majorité des transactions est effectuée dans une monnaie différente de la monnaie locale, c'est cette monnaie qui est retenue.

Les comptes de sociétés étrangères du Groupe sont établis dans leur monnaie fonctionnelle, leurs comptes étant ensuite convertis dans la monnaie de présentation du Groupe de la manière suivante :

- les postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, qui sont maintenus au taux historique, sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de la période ;
- l'écart de conversion est inclus dans les capitaux propres consolidés et n'affecte pas le résultat.

Seuls les écarts de conversion ultérieurs, comptabilisés de manière prospective dès le 1^{er} octobre 2004, seront repris en résultat au moment de la cession ou de la liquidation de l'entreprise étrangère concernée.

6.1.3.5. Conversion des transactions en monnaie étrangère

Les opérations libellées dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité qui les réalise sont initialement converties et comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle au cours en vigueur à la date de ces transactions.

A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires exprimés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité (hors dérivés) sont convertis au cours de change à cette même date. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées dans le compte de résultat, à l'exception des différences de conversions relatives aux dettes, créances, instruments financiers désignés comme couverture et relatives à un investissement net dans une société étrangère.

Les impacts constatés en résultat sont comptabilisés :

- en résultat financier pour les différences de conversion relatives aux opérations financières.
- en marge opérationnelle pour les autres différences de conversion.

6.1.3.6. Chiffre d'affaires et marge

Le chiffre d'affaires est égal à l'ensemble des produits résultant de la vente des produits du Groupe, des prestations de services associées à ces ventes.

Ventes de biens et services et constatation de la marge

Ventes et constatation de la marge

Les ventes de pièces plastiques sont comptabilisées au moment de leur livraison au client final pour les ventes directes. La marge est constatée immédiatement.

Prestations de services associées à la vente de pièces plastiques

Les produits et la marge relatifs à des prestations de services sont reconnus en fonction de la période où est fournie cette prestation.

Produits des outillages et constatation de la marge

Produits des outillages

Les produits des outillages sont comptabilisés selon le principe de la marge à l'avancement.

Coûts des outillages

Les coûts des outillages sont considérés comme des charges d'exploitation comprises dans la marge opérationnelle.

6.1.3.7. Résultat financier

Le résultat financier comprend les produits et charges d'intérêts de l'ensemble du Groupe. Les produits et charges d'intérêts sont reconnus selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui consiste en un étalement actuariel des intérêts et des coûts de transaction sur la durée du prêt ou de l'emprunt.

6.1.3.8. Impôt sur les résultats

Le Groupe comptabilise des impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé. Selon la méthode du report variable, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de renversement de ces différences. Au sein d'une même entité fiscale (société juridique, établissement ou groupe d'entités redevable de l'impôt auprès de l'administration fiscale), les impôts différés actifs et passifs sont présentés de manière compensée, dès lors que celle-ci a le droit de compenser ses actifs et passifs d'impôts exigibles.

Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que ces économies d'impôts futures se réaliseront. Ils sont annulés dès lors que leur réalisation ne devient plus probable.

6.1.3.9. Immobilisations incorporelles

Goodwills

Les goodwills constatés lors des prises de participation dans les filiales, les co-entreprises ou les entreprises associées correspondent à la différence, à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition des titres (y compris frais d'acquisition) et la quote-part des actifs et des passifs acquis évalués à leur juste valeur.

Les goodwills ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Après leur comptabilisation initiale, les goodwills sont donc évalués à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles. Le cas échéant, cette dépréciation est inscrite en marge opérationnelle.

Les acquisitions d'intérêts complémentaires dans des sociétés consolidées sont traitées comme des prises de participation avec constatation de goodwills lorsque le coût d'acquisition des titres (y compris frais d'acquisition) est supérieur à la valeur comptable des intérêts minoritaires acquis. Si une telle transaction génère un goodwill négatif, celui-ci est enregistré immédiatement en résultat.

Frais de recherche et de développement

Les frais de développement engagés par le groupe sont enregistrés dans les charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus. Les frais encourus postérieurement au démarrage de la production en série sont traités comme des coûts de production.

Amortissements

Les logiciels font l'objet d'un amortissement sur une durée de 5 ans.

6.1.3.10. Immobilisations corporelles

Valeur brute des immobilisations

La valeur brute des immobilisations corporelles est égale au coût historique d'acquisition ou de production.

Les frais de conception sont incorporés au coût de production des immobilisations.

Les coûts d'emprunt supportés pendant la période de mise au point des immobilisations sont incorporés dans la valeur des immobilisations.

Les subventions d'investissement reçues sont comptabilisées en produits constatés d'avance et sont repris au résultat suivant la durée d'utilité de l'immobilisation à laquelle elles se rapportent.

Les dépenses ultérieures sur immobilisations sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues, sauf celles engagées pour augmenter la productivité ou pour prolonger la durée de vie d'un bien.

Les biens dont le Groupe dispose par contrat de crédit-bail sont traités comme des immobilisations financées à crédit.

Amortissements

Les amortissements sont calculés linéairement sur les durées d'utilisation estimées suivantes :

Constructions (1)	10 à 40 ans
Matériels industriels (2)	3 à 10 ans
Autres immobilisations	3 à 10 ans

(1) Les constructions font l'objet d'une approche par composant.

(2) Les presses à injecter sont amorties sur 10 ans avec une valeur résiduelle de 25 % au terme de cette période, elles font ensuite l'objet de test de dépréciations.

Les actifs font l'objet d'un amortissement accéléré lorsque la durée d'utilisation devient inférieure à la durée d'utilisation initialement anticipée. Les durées d'utilité sont réexaminées à chaque clôture comptable

6.1.3.11. Pertes de valeur des éléments de l'actif immobilisé

A chaque date de clôture, une revue est faite pour vérifier s'il existe un quelconque indice qu'un actif a pu perdre de la valeur.

Les changements significatifs et défavorables intervenus sur les marchés sur lesquels l'entreprise opère, ou relatifs aux conditions d'utilisation des actifs, constituent les indices essentiels de perte de valeur.

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, un test de dépréciation est effectué à chaque clôture annuelle et dès indice de perte de valeur. L'actif est déprécié dès lors que sa valeur comptable excède sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des actifs est appréciée au niveau de chaque filiale.

La valeur recouvrable est la plus élevée de la valeur d'utilité ou de la juste valeur nette des coûts de cession de l'actif.

La valeur d'utilité est déterminée à partir de la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés provenant de l'utilisation des actifs. Le taux d'actualisation utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital déterminé par l'entreprise. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à leur valeur nette comptable, cette perte de valeur est comptabilisée en diminution des actifs concernés et en marge opérationnelle.

6.1.3.12 Actifs non courants ou groupe d'actifs détenus en vue de la vente

Sont considérés comme détenus en vue de la vente, les actifs non courants ou groupes d'actifs qui sont disponibles à la vente (sans requérir de travaux significatifs pour les mettre en état d'être vendus) et dont la vente est hautement probable.

Les actifs non courants ou groupe d'actifs considérés comme détenus en vue de la vente sont évalués et comptabilisés au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Par ailleurs, les actifs classés comme détenus en vue de la vente (ou inclus au sein d'un groupe d'actifs détenus en vue de la vente) cessent d'être amortis.

Les actifs non courants détenus en vue de la vente sont classés sur une ligne particulière du bilan lorsque leur montant est significatif.

6.1.3.13. Stocks

Les stocks sont évalués au coût de revient ou à la valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production. Ce dernier incorpore, sur la base d'un niveau d'activité normal, les charges directes et indirectes de production ainsi qu'une quote-part des frais de structure liés à la fabrication, il ne comprend pas les coûts d'emprunt.

Les stocks de matières premières sont valorisés selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

Lorsque la valeur nette réalisable est inférieure à la valeur comptabilisée, une dépréciation est constatée pour la différence.

6.1.3.14 Cessions de créances

Les créances cédées à des tiers (titrisation, escompte) sont sorties de l'actif du Groupe lorsque l'essentiel des risques et avantages qui leur sont associés sont également transférés à ces tiers.

6.1.3.15. Titres d'autocontrôle

Les actions d'autocontrôle sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition en déduction des capitaux propres du Groupe jusqu'à la date de leur cession.

Lors de leur cession, le prix de cession est comptabilisé directement en augmentation des capitaux propres du Groupe et, dès qu'il est encaissé, en trésorerie, aucun profit ou perte n'étant donc comptabilisé dans le résultat net de l'exercice.

6.1.3.16. Provisions

Engagements de retraite et autres avantages du personnel à long terme

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du Groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont étalés sur la durée de vie active résiduelle moyenne attendue du personnel participant à ces régimes.

La charge nette de l'exercice, correspondant à la somme du coût des services rendus, du coût lié à la désactualisation diminuée de la rentabilité attendue des actifs du régime, de l'amortissement des écarts actuariels et de l'étalement du coût des services passés, est entièrement constatée en diminution de la marge opérationnelle.

Indemnités de fin de contrat de travail

Le coût des mesures d'adaptation d'effectifs est pris en charge lorsque le Groupe est manifestement engagé à mettre en œuvre le plan, c'est-à-dire lorsque celui-ci a été présenté de manière détaillée et annoncé au personnel concerné.

Mesures de restructuration

Le coût estimé des mesures de restructuration est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce ou d'un début d'exécution.

6.1.3.17. Actifs financiers

Le Groupe enregistre un actif financier lorsqu'il devient partie aux dispositions contractuelles de cet instrument.

Les actifs financiers comprennent les valeurs mobilières, les prêts et les instruments dérivés actifs relatifs à des opérations financières.

Ces instruments sont présentés en actifs non courants, exceptés ceux présentant une échéance inférieure à 12 mois à la date de clôture, qui sont classés en actifs courants ou en équivalents de trésorerie suivant le cas.

6.1.3.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts bancaires à vue à l'exclusion des découverts bancaires qui figurent dans les passifs financiers.

Les équivalents de trésorerie sont constitués de placements détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme. Pour qu'une valeur mobilière soit considérée comme un équivalent de trésorerie, elle doit être facilement convertible, en un montant de liquidité connu, et être soumise à un risque négligeable de changement de valeur.

6.1.3.19. Passifs financiers

Le Groupe enregistre un passif financier lorsqu'il devient partie aux dispositions contractuelles de cet instrument.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres dettes porteuses d'intérêts.

Emprunts et autres dettes porteuses d'intérêts

Lors de leur comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés à leur juste valeur nette des coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'émission du passif.

À chaque clôture ces passifs financiers sont ensuite évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières ainsi calculées prennent en compte les frais d'émission et les primes d'émission ou de remboursement ainsi que l'effet des renégociations de dettes si les conditions de la nouvelle dette ne sont pas substantiellement différentes.

En effet, les renégociations des conditions d'emprunts et opérations assimilées ne sont comptabilisées comme une extinction de l'ancienne dette et la comptabilisation d'une nouvelle dette que si les conditions de l'ancienne et de la nouvelle dette sont substantiellement différentes. Dans ce cas, les coûts supportés à cette occasion sont enregistrés dans les charges financières de l'exercice au cours duquel la négociation intervient.

6.2. Compte de résultat

6.2.1. Chiffre d'affaires

6.2.1.1. Chiffre d'affaires au 30 septembre 2008 au périmètre et méthodes 2009

en milliers d'euros	Plastique	Outillage	Total
Chiffre d'affaires 2008	239 978	13 466	253 444
Changement de périmètre de 2009	12 450		12 450
Chiffre d'affaires 2008 au périmètre et méthodes 2009	252 428	13 466	265 894
Chiffre d'affaires 2009	152 936	11 182	164 118

6.2.1.2. Décomposition du chiffre d'affaires

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Ventes de biens	163 352	250 612	222 649
Ventes de services	766	2 832	1 443
Chiffre d'affaires	164 118	253 444	224 092

6.2.2. Autres produits et charges d'exploitation

6.2.2.1. Autres produits opérationnels liés à l'activité

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Production stockée	190	- 1 270	1 071
Production immobilisée	444	490	408
Subvention d'exploitation	84	13	27
Reprise sur amort, et prov.	1 845	778	951
Autres produits	1 521	881	1 521
Total	4 084	892	3 978

6.2.2.2. Marchandises et matières consommées

en milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Matières premières consommées	74 788	116 004	118 139
Achats non stockés - Energie	8 087	11 244	9 663
Total	82 875	127 248	127 802

6.2.2.3 Charges de personnel

en milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Charges de personnel	54 032	59 113	53 853
Effectif moyen	2 731	2 910	2 663

6.2.2.4. Dotations aux amortissements et dépréciation

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Dotations aux amortissements	10 371	10 541	9 530
Dépréciation - perte de valeur	431	1 012	126
Provisions sur actifs circulants	1 180	246	70
Provisions pour risques et charges	433	2 205	260
Total	12 415	14 004	9 986

6.2.2.5. Autres charges opérationnelles

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Entretien réparation	1 587	2 135	2 114
Assurance	895	803	774
Personnel extérieur	5 132	10 957	7 534
Transports	3 249	6 081	4 584
Honoraires	1 017	848	696
Déplacements missions	1 069	1 669	1 531
Autres services extérieur	4 651	5 231	5 788
Charges externes	17 600	27 724	23 021
Autres charges	438	531	146
Autres charges d'exploitation	438	531	146
Impôts et taxes	3 757	3 943	4 296
Total	21 795	32 198	27 464

6.2.2.6. Résultat de cession d'immobilisations incorporelles ou corporelles

	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Produits de cession d'immobilisations	2 906	1 856	1 185
Valeur nette des immobilisations cédées	2 679	2 420	1 475
Résultat de cession	227	- 564	- 290

Elles concernent essentiellement la vente de matériels industriels

6.2.2.7. Produits et charges d'exploitation inhabituels

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Produits de cession d'immobilisations	2 906	1 856	1 185
Badwill	4 861	-	-
Reprise de provision non récurrente	250	-	-
Autres produits divers	331	399	329
Total Autres produits opérationnels	8 348	2 255	1 514
Coût de restructuration	7 318	-	615
Valeur nette des immobilisations cédées	2 679	2 420	1 475
Autres charges diverses	539	138	36
Total Autres charges opérationnelles	10 536	2 558	2 126

Le résultat d'exploitation inhabituel de 2009 concernent principalement des coûts liés à des restructurations et à l'adaptation des effectifs pour 7318 K€. Le badwill fait quand à lui l'objet d'un calcul détaillé au § 6.5.3.

6.2.3. Résultat financier

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Charges d'intérêts	- 1 406	- 1 574	- 1 609
Produits financiers sur placements	435	800	714
Coût de l'endettement financier net	- 971	- 774	- 895
Résultat sur écarts de conversion rapportés aux capitaux propres	2 400	- 639	- 129
Résultat sur opération de change	- 563	- 93	625
Provision financière	1	7	20
Autres charges et produits financiers	1 838	- 725	476

L'impact sur les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif dégage un produit de 230 milliers d'euros (contre une charge de 15 milliers d'euros en 2008).

6.2.4. Impôts courants et différés

Plastivaloire S.A. ayant opté pour le régime de l'intégration fiscale, celui-ci constitue le régime fiscal de groupe sous lequel Plastivaloire S.A. est imposé en France.

6.2.4.1. Charge d'impôts courants et différés

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Charge d'impôt courant	- 283	5 943	1 363
Charge d'impôt différé	2 435	- 1 240	424
Charge d'impôt sur le résultat	2 152	4 703	1 787

La charge d'impôt courant et différé provient des entités étrangères pour 1863 milliers d'euros en 2009, cette somme tient également compte d'une créance de carry back de 1925 milliers d'euros constatée en France.

6.2.4.2. Rapprochement entre le taux légal en France et le taux d'imposition effectif

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Taux d'impôt sur le bénéfice en vigueur en France	33,33%	33,33%	33,33%
Crédit d'impôt	-0,30%	0,00%	-3,79%
Impact de la non comptabilisation des impôts différés sur déficits reportables en France	-114,12%		
Impact des taux différents d'imposition	26,10%	-7,23%	-10,86%
Autres impacts	3,85%	-2,65%	3,09%
Taux effectif d'impôt global	-51,14%	23,45%	21,77%

Le taux effectif d'impôt du Groupe s'établit à -51,14 % au 30 septembre 2009, contre 23,45% au 30 septembre 2008. Ce taux négatif est la conséquence de la non comptabilisation d'impôts différés sur déficits reportables.

6.2.4.3. Ventilation du solde net des impôts différés

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Immobilisations	- 8 109	- 6 518	- 7 351
Provision et autres charges déductibles lors de leur paiement	364	764	1 454
Déficit reportables et crédit d'impôts			526
Autres	- 372	74	- 700
Solde net des impôts différés actifs et passifs	- 8 117	- 5 680	- 6 071

Une de nos filiales polonaises située dans une zone franche, bénéficie d'un crédit d'impôt qu'elle peut utiliser jusqu'en 2016, le montant total de ce crédit d'impôt s'élève à 7 307 milliers d'euros. L'approche qui est retenue pour la constatation de ce crédit d'impôt dans les comptes de la société consiste à calculer un résultat prévisionnel sur 3 ans et à comptabiliser l'impôt correspondant.

Au 30 septembre le montant de cette créance est comptabilisé pour 674 milliers d'euros. En raison d'un manque de visibilité sur les résultats à venir nous avons maintenu la provision comptabilisée antérieurement.

D'autre part le groupe n'a pas comptabilisé l'impôt différé actif relatifs aux déficits reportables en France soit un montant de 5512 milliers d'euros.

6.2.5. Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé en divisant la part du résultat net revenant au Groupe (- 7 834 milliers d'euros en 2009 et 12 157 milliers d'euros en 2008) par le nombre d'actions adéquat.

Le nombre d'actions retenu pour le résultat net par action est le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, ce dernier prenant en compte la neutralisation des actions d'autocontrôle.

Le groupe ne dispose pas d'instrument dilutif.

Quantité	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Actions en circulation	2 765 700	2 765 700	2 765 700
Actions d'autocontrôle	- 267 040	- 227 925	- 27 662
Nombre d'actions retenues pour le résultat	2 498 660	2 537 775	2 738 038

6.3. Actifs et passifs d'exploitation, capitaux propres

6.3.1. Immobilisations incorporelles

6.3.1.1. Immobilisations incorporelles au 30 septembre 2009

En milliers d'euros	Début	Autres mouvements	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Ecart conversion	Fin
Goodwills	5 203					5 203
Concessions, brevets	1 823	220	263	25	-39	2 242
Fonds de commerce	276				-14	262
Autres immobilisations incorporelles	0					0
Valeurs brutes	7 302	220	263	25	-53	7 707
Goodwills	4 957					4 957
Concessions, brevets	1 506	220	138	17	-19	1 828
Fonds de commerce	276				-14	262
Autres immobilisations incorporelles	0					0
Amortissements & dépréciations	6 739	220	138	17	-33	7 047
Valeurs nettes	563	0	125	8	-20	660

Les goodwill sont localisés en France et en Roumanie.

La comptabilisation d'une dépréciation en déduction des goodwills a permis de ramener la valeur comptable des unités génératrice de trésorerie à leur valeur recouvrable. Cette perte a été imputée dans les capitaux propres sur le bilan d'ouverture IFRS.

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles de 2009 concernent essentiellement l'achat de logiciels.

6.3.2. Immobilisations corporelles

6.3.2.1. Immobilisations corporelles au 30 septembre 2009

En milliers d'euros	Début	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres mouvements	Ecart conversion	Fin
Terrains	4 772	2 144	2	80	-237	6 757
Constructions	62 354	6 249	4	3 517	-2 783	69 333
Matériel outillage	107 365	7 353	3 928	-1 683	-5 938	103 169
Autres immob. corporelles	8 403	802	546	137	-265	8 531
Immobilisations en cours et Avances	4 894	1 881	1 349	-4 256	-590	580
Valeurs brutes	187 788	18 429	5 829	-2 205	-9 813	188 370
Terrains	99	8	30		5	82
Constructions	19 263	2 842	1	-335	-604	21 165
Matériel Outillage	60 546	7 135	2 522	-1 866	-1 848	61 445
Autres immob. Corp.	6 173	679	378	-4	-134	6 336
Amortissements	86 081	10 664	2 931	-2 205	-2 581	89 028
Valeurs Nettes	101 706	7 765	2 898	0	-7 232	99 341

Le montant de la production immobilisée s'élève à 444 milliers d'euros au 30/09/09.

6.3.2.2. Perte de valeur

En milliers d'euros	Dépréciation	Reprise
Bâtiments	527	
Matériel Outillage	432	244
Autres immob. Corp.	-	-
Total	959	244

Le groupe a mis en place le principe de tests de dépréciation sur toutes les presses à injecter dont l'âge est supérieur à 10 ans et certaines machines spécifiques ainsi que les biens destinés à être cédés.

6.3.2.3. Immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location financement

En milliers d'euros	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Terrains	1 629		1 629	1 629
Constructions	15 740	4 246	11 493	10 710
Installations tech, mat et outillages ind.	6 468	2 031	4 437	5 375
Autres immobilisations corporelles	468	178	290	283
Total Immobilisations financées en crédit-bail	24 304	6 454	17 849	17 997

6.3.3. Immobilisations financières

En milliers d'euros	30.09.2009		30.09.2008	
	Brut	Dépréciation	Brut	Dépréciation
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	19	-	51	-
Autres immobilisations financières	74	-	51	-
Titres mis en équivalence	1 673		1 644	
Total	1 766	-	1 746	-

La mise en équivalence de la société espagnole Injecter SA représente l'essentiel de ces montants

6.3.4. Stocks

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Matières premières	12 493	16 259	15 120
En cours biens	813	1 038	1 566
Produits finis	6 540	6 551	7 280
Marchandises	14	27	21
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	19 860	23 875	23 986
Dont valeur brute	20 808	24 398	24 332
Dont dépréciation	948	523	336

La dépréciation des stocks porte pour l'essentiel sur les matières premières.

6.3.5. Créances clients

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Valeurs Brutes	45 976	60 893	57 437
Dépréciation	544	364	374
Valeurs Nettes	45 432	60 529	57 064
<i>Dont à moins d'un an</i>	<i>45 432</i>	<i>60 529</i>	<i>57 064</i>

6.3.6. Autres actifs courants

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Avances et acomptes versés	191	317	57
Créances sociales	1 060	392	154
Créances fiscales	4 794	3 358	4 325
Créance liée a l'affacturage	8 289	13 178	12 687
Autre créances	312	0	666
Charges constatées d'avance	948	1 742	1 156
TOTAL CREANCES	15 594	18 987	19 045

6.3.7. Capitaux propres

6.3.7.1. Capital social

Le nombre total d'actions ordinaires émises et intégralement libérées au 30 septembre 2009 est de 2766 milliers d'actions avec une valeur nominale de 2 euros par action (nombre d'actions et valeur nominale identique au 30 septembre 2008).

Les actions d'autocontrôle ne donnent pas droit à dividende. Elles représentent 9.66 % du capital de Plastiques du val de Loire au 30 septembre 2009 (8.24 % au 30 septembre 2008).

6.3.7.2. Titres d'autocontrôle

En application des dispositions adoptées lors de l'assemblée générale, le conseil d'administration a décidé d'affecter les actions détenues essentiellement à l'animation du titre sur le marché.

En milliers	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Valeur des titres d'autocontrôle	5 075	4 750	598
Nombre de titres d'autocontrôle	267	228	28

6.3.7.3. Distributions

L'Assemblée générale mixte des actionnaires du 17 mars 2009 a décidé une distribution de dividendes de 1 euro par action, soit 2492 milliers d'euros.

6.3.8. Provisions

6.3.8.1. Provisions au 30 septembre 2009

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Provision pour engagement de retraite	2 541	2 977	2 250
Provision pour coût de restructuration et adaptation de	4 144	187	615
Provisions pour litiges	373	379	95
Autres	168	388	185
TOTAL AUTRES PROVISIONS	4 685	954	895

Chacun des litiges connus dans lesquels Plastivaloire ou des sociétés du Groupe sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

6.3.8.2. Provisions pour engagements de retraite et autres avantages du personnel à long terme

6.3.8.2.1. Définition des régimes

Les engagements de retraite et autres avantages du personnel à long terme concernent essentiellement des salariés en activité.

Les régimes mis en place pour couvrir ces avantages sont soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Régimes à cotisations définies

Le Groupe verse, selon les lois et usages de chaque pays, des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux chargés des régimes de retraite et de prévoyance. Il n'existe aucun passif actuariel à ce titre.

Régimes à prestations définies

Ces régimes donnent lieu à constitution de provisions et concernent essentiellement les indemnités de départ à la retraite.

6.3.8.2.2. Hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour les sociétés françaises, pays dans lequel le

Groupe a l'essentiel de ses engagements, sont les suivantes :

Age de la retraite	61 à 65 ans
Evolution des salaires	2,00%
Taux d'actualisation financière (1)	4,83%

(1) Le taux utilisé pour valoriser les engagements du Groupe en France est de 4.83 %. Il correspond au taux moyen IBOX sous déduction de l'inflation hors tabac

6.3.8.2.3. Variation des provisions au cours de l'exercice

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Solde début	2 977	2 250	2 585
Mouvement périmètre	456		
Provisions	54	1 018	
Reprises	- 736	-	- 138
Reprises utilisées	- 19	- 55	- 57
Reprises non utilisées	- 191	- 236	- 140
Solde fin	2 541	2 977	2 250
Charge nette de l'exercice	- 892	727	- 335

Charge nette de l'exercice

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Coût des services rendus	291	520	495
Perte ou gain actuariel	22	- 36	- 41
Coût financier	- 995	534	- 592
Indemnités payées	- 19	- 55	- 57
Reprises non utilisées	- 191	- 236	- 140
Charge nette de l'exercice	- 892	727	- 335

6.3.8.3. Évolution des autres provisions

En milliers d'euros	Provision pour coût de restructuration et adaptation des effectifs	Provisions pour charges et litiges	Total
Début	187	767	954
Dotation aux provisions	3 957	379	4 336
Reprise utilisée		587	587
Reprise non utilisée			-
Ecart de conversion et autres mouvements		- 18	- 18
Fin	4 144	541	4 685

6.3.9. Autres passifs courants

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Avances reçues des clients	851	1 030	938
Dettes sociales et fiscales	17 789	16 712	17 039
Fournisseur d'immobilisation	230	938	1 105
Autres dettes	205	2 722	698
Produits constatés d'avances	1 480	2 154	1 539
Total des autres dettes courantes	20 555	23 556	21 320

6.4. Actifs et passifs financiers

6.4.1. Actifs financiers

6.4.1.1. Ventilation des actifs financiers par nature et catégorie

En milliers d'euros	30.09.2009		30.09.2008		30.09.2007	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Prêts aux salariés	19			51		41
Dépôts et cautionnement	74			51		54
Total	93	-	-	102	-	95

6.4.2. Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Equivalents de trésorerie : OPCVM monétaires et autres valeurs mobilières	10 658	4 781	2 278
Comptes courants bancaires et disponibilités	17 255	20 184	14 987
Total	27 913	24 965	17 265

6.4.3. Passifs financiers

6.4.3.1. Ventilation par nature

En milliers d'euros	30.09.2009			30.09.2008		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunt auprès des Ets de crédit	19 362	8 147	27 509	16 551	5 852	22 403
Crédit bail	7 868	2 287	10 155	8 102	2 330	10 432
Participation	574	174	748	141	124	265
Autres dettes porteuses d'intérêts	1 575	3 333	4 908	1 306	5 206	6 512
Passifs financiers	29 379	13 941	43 320	26 100	13 512	39 612

6.4.3.2. Ventilation par échéance

En milliers d'euros	Total	à 1 an	à 2 ans	à 3 ans	à 4 ans	à 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunt auprès des Ets de crédit	27 509	8 147	6 712	4 852	4 052	2 555	1 191
Crédit bail	10 155	2 287	4 356	890	613	456	1 553
Participation	748	174	98	180	32	264	
Autres dettes porteuses d'intérêts	4 908	3 333	363	366	361	372	113
Passifs financiers	43 320	13 941	11 529	6 288	5 058	3 647	2 857

6.4.3.3. Ventilation par devise

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
euro	38 095	33 900	31 429
Dinard	3 097	3 171	2 687
autres	2 128	2 541	1 157
Total	43 320	39 612	35 274

6.4.3.4. Ventilation par taux

Ventilation taux fixe/taux variable

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Taux fixe	30 636	20 837	15 104
Taux variable	12 684	18 775	20 169
Total	43 320	39 612	35 274

6.4.4. Gestion des risques financiers

6.4.4.1. Risque de change

Plastivaloire est exposée au risque de change dans le cadre de ses activités industrielles et commerciales. Ces risques sont suivis et centralisés au niveau de la Direction de Plastivaloire.

Plastivaloire a pour politique de ne généralement pas couvrir ses flux d'exploitation en devises.

En revanche, les flux de financement en devises étrangères des filiales, lorsqu'ils sont effectués par Plastivaloire, font l'objet d'une couverture dans les mêmes devises.

Enfin, les investissements en fonds propres ne font pas l'objet de couvertures de change.

6.4.4.2. Risque de taux

Plastivaloire est peu exposé au risque de taux.

6.4.4.3. Risque de liquidité

Le financement du Groupe est assuré par le recours aux marchés de capitaux sous la forme :

- de dettes bancaires ou émissions de créances à court terme,
- de contrats d'affacturage de créances clients.

Dans ce contexte, Plastivaloire dispose à tout moment de ressources financières suffisantes pour assurer la continuité de son activité.

6.4.4.4. Risque matières premières

Plastivaloire est peu exposé au risque matière car dans le cadre de ses accords avec ses clients, les hausses de matières premières (en particulier le plastique) sont systématiquement répercutées.

6.4.5. Juste valeur des instruments financiers

6.4.5.1. Hypothèses et méthodes retenues

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments. Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si Plastivaloire ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

Actifs financiers

Valeurs mobilières : les justes valeurs des titres sont déterminées principalement par référence aux prix du marché.

Passifs financiers: la juste valeur a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés à Plastivaloire au 30 septembre 2009 et au 30 septembre 2008 pour des emprunts de conditions et échéances similaires.

6.5. Autres informations

6.5.1. Parties liées

6.5.1.1. Rémunération des dirigeants et administrateurs

Nom	Fonction	30.09.2009	30.09.2008
Patrick Findeling	Président du conseil d'administration	523 767	431 885
Vanessa Belinguier	Administrateur	79 932	na
John Findeling	Administrateur	55 360	na
Total		659 059	431 885

Les rémunérations versées et avantages assimilés accordés à Patrick Findeling au titre de l'exercice 2007/2008, concernaient la fonction de président du Directoire, la société ayant depuis modifié son mode de direction.

Les rémunérations et avantages assimilés comprennent les rémunérations fixes et variables.

6.5.2. Engagements hors bilan et passifs éventuels

Plastivaloire, dans le cadre de ses activités, est amené à prendre un certain nombre d'engagements.

Certains engagements font l'objet de provisions (engagements liés aux retraites et autres avantages accordés au personnel, litiges).

Les engagements hors bilan et passifs éventuels sont listés ci-après :

6.5.2.1. Opérations courantes

Le Groupe s'est engagé pour les montants suivants :

Clause de réserve de propriété

L'entreprise applique la clause de réserve de propriété aux produits qu'elle fabrique. La totalité du poste client est concernée.

Par ailleurs, le montant des matières premières et emballages figurant en stock est soumis à la clause de réserve de propriété pour la totalité.

Les immobilisations non encore réglées sont aussi concernées.

Suretés réelles accordées (en milliers d'euros)

Type	Bien donné en garantie	Montant de la dette
Affectation hypothécaire	Biens immobiliers	0
Nantissement	Matériels	1 064

Cautions reçues

La banque Populaire Val de France s'est portée caution auprès de l'administrateur de Key Plastics pour le règlement des immobilisations soit la somme de 1441 milliers d'euros.

6.5.2.2. Opérations non courantes

Plus value en sursis d'imposition

Une opération de fusion réalisée en 2001 entre les sociétés PLASTI FL et C.T.M. a dégagé une plus-value de fusion de 1.486 K€ pour laquelle la société PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE a opté pour le régime spécial d'imposition des plus-values visé à l'article 210-A du C.G.I.

Une deuxième opération de fusion réalisée en 2001/2002 entre les sociétés MAMERS INJECTION et DREUX INJECTION a dégagé une plus-value de fusion de 4.775 K€ pour laquelle la société PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE a également opté pour le régime spécial visé à l'article 210-A du C.G.I.

6.5.3. Regroupement d'entreprise

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en application de la méthode de l'acquisition relevant de la norme IFRS 3. Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

La différence entre la part acquise de la juste valeur ci-avant définie et le coût d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition.

Les ajustements des valeurs des actifs et passifs relatifs à des acquisitions sont comptabilisés comme un ajustement rétrospectif du goodwill s'ils interviennent dans la période de douze mois à compter de la date d'acquisition. Au-delà de ce délai, les effets sont constatés directement en résultat sauf s'ils correspondent à des corrections d'erreurs.

Le 1er juin 2009, le groupe a acquis un certain nombre d'actifs et de passifs du groupe Key plastics

Les actifs nets acquis et le badwill sont détaillés ci-dessous :

en milliers d'euros	Montant
Juste valeur des actifs nets acquis	11 616
Prix d'acquisition	6 755
Badwill avant impôts	- 4 861
Impôt différé correspondant	1 620
Badwill net	- 3 241

Ce badwill a fait l'objet d'une comptabilisation dans le compte de résultat en « autres produits opérationnels » pour son montant brut et l'impôt correspondant dans la rubrique « Impôt différé ».

6.5.4.Sociétés consolidées

Sociétés consolidées par intégration globale (filiales)

Entité juridique	n° siret	Siège	% intérêt	% contrôle
Mère consolidante				
S.A. Plastiques du Val de Loire (P.V.L.)	644.800.161	Zone Industrielle Nord Les Vallées 37130 Langeais	société mère	
Filiales françaises				
SAS Sablé Injection (S.I.)	351.440.177	ZA du pont 72300 Sablé sur Sarthe	99,99%	99,99%
SAS Cimest (C.I.M.)	315.517.193	ZI Le Plain du Sault 88360 Rupt sur Moselle	99,99%	99,99%
SAS Ouest Injection (O.I.)	411.746.977	ZI du Saosnois 72600 Mamers	98,12%	98,12%
SAS Ere Plastique (E.R.E.)	343.725.630	Zac des Tribouillières 38460 Crémieu	99,97%	99,97%
SAS Creutzwald Injection (C.I.)	424 575 348	ZI Lourdes 57150 Creutzwald	99,99%	99,99%
SAS Amiens Injection (A.I.)	423.982.552	Rue de la croix de pierre 80015 Amiens	99,99%	99,99%
SAS Automotive Plastics Bellême (A.P.B.)	516.028.662	ZI route du Mans 61130 Bellême	100,00%	100,00%
SAS Automotive Plastics Rochefort (A.P.R.)	513.028.647	ZI du Canal des Sœur 23 Av. André Dulin 17301 Rochefort	100,00%	100,00%
SAS Automotive Plastics Voujeaucourt (A.P.V.)	513.028.613	ZAC de la Cray 25420 Voujeaucourt	100,00%	100,00%
SCI MG	388.363.500	Zac des Tribouillières 38460 Crémieu	99,97%	100,00%
Filiales polonaises				
SP Fabryka Plastikow Kwidzyn (F.P.K.)		UL. Zielna 13, 82-500 Kwidzyn - Pologne	85,00%	85,00%
SP Fabryka Plastikow Gliwice (F.P.G.)		UL. Wyczolkowskiego 20A, 44-109 Gliwice - Pologne	85,00%	85,00%
Filiale roumaine				
SA Elbromplast (ELB)		Str garii n1 Timisoara - Roumanie	99,60%	99,60%
Filiales Espagnoles				
SA Cardonaplast		C/Dels Forn, 4-5 pol ind la corta 08261 Cardona	75,00%	75,00%
Filiale Tunisienne				
Tunisie plastiques systèmes (TPS)		Immeuble Astrée - 1053 les berges du lac - Tunis	59,97%	59,97%
Filiale Hongroise				
Duna Injection Plastic Factory (DPF)		8000 Székesfehérvár, Holland fasor 4	85,00%	85,00%
Filiale Slovaque				
SAS Automotive Plastics Slovakia (A.P.S.)		ul Nadrazna 1387/65 920 41 Leopoldov	100,00%	100,00%
Filiale Ukrainienne				
Uzhgorod Plastic Factory (UPF)		Uzhgorod, Ukraine	85,00%	85,00%

Sociétés consolidées par mise en équivalence (entreprises associées)

Entité juridique	n° siret	Siège	% intérêt	% contrôle
Filiales Espagnoles				
SA Injecter		Pol. Ind. Els ametller Ctra de manresa 25280 Solsona	25,00%	25,00%

CHAPITRE III - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2009 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société **PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans les notes 6.1.1.2 et 6.1.1.4 de l'annexe concernant les faits marquants de l'exercice.

2 Justification des appréciations

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. Cet environnement défavorable et les difficultés à appréhender les perspectives économiques créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes. C'est dans ce contexte que conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

Comme le mentionne la première partie de notre rapport, les notes 6.1.1.2 et 6.1.1.4 de l'annexe indiquent que l'hypothèse de continuité de l'exploitation a été retenue pour l'établissement des comptes annuels des sociétés filiales Ouest Injection et Duna Injection. Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié que l'annexe donne une information appropriée sur la situation de ces sociétés au regard de l'incertitude pesant sur la continuité de l'exploitation.

La note 6.1.1.3 de l'annexe indique le montant des coûts de restructuration encourus par la société Plastiques du Val de Loire au cours de l'exercice. Nous avons vérifié, sur la base des informations disponibles à ce jour, que ces coûts étaient relatifs à des actions de restructuration annoncées au 30 septembre 2009, ayant donné lieu à la constitution de provisions sur la base d'estimations des charges à encourir au titre de ce plan, et nous avons apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Tours et Paris, le 1^{er} février 2010

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

AC Audit Conseil

Muriel Boissinot

Nicolas Champs

François Bidard

CHAPITRE IV - COMPTES SOCIAUX ET ANNEXE

Bilan

En milliers d'euros

ACTIF	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Immobilisations incorporelles	245	230	130
Immobilisations corporelles	9 541	10 089	10 840
Titres de participation	14 675	19 252	19 247
Autres immobilisations financières	39 133	36 183	25 985
ACTIF IMMOBILISE	63 594	65 754	56 202
Stocks et en cours	2 865	3 208	3 287
Créances d'exploitation	18 434	25 141	21 534
Créances diverses	2 352	1 445	3 487
Valeurs mobilières de placement	760	269	472
Disponibilités	3 636	8 178	10 955
ACTIF CIRCULANT	28 047	38 241	39 735
TOTAL ACTIF	91 641	103 995	95 937
PASSIF			
Capital	5 531	5 531	5 531
Primes	17 843	17 843	17 843
Réserves	44 808	41 542	42 678
Résultat	-14 672	5 758	678
Provision réglementées	1 555	1 588	1 736
Capitaux propres	55 065	72 262	68 466
Provisions pour risques et charges	5 195	2 155	1 246
Dette financières	19 487	13 044	8 676
Dettes d'exploitation	5 814	8 808	10 882
Dettes diverses	6 080	7 726	6 665
Dettes	31 381	29 578	26 224
TOTAL PASSIF	91 641	103 995	95 937

Compte de résultat

En milliers d'euros	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Produits d'exploitation			
Chiffre d'affaires	34 895	58 586	57 786
Autres produits d'exploitation	1 741	636	705
Total des produits d'exploitation	36 636	59 222	58 491
Charges d'exploitation			
Achats de mat. 1ère	14 119	25 096	25 955
Var. de stocks	180	85	908
Autres achats et charges externes	5 787	7 955	8 195
Impôts et taxes	1 915	1 781	1 982
Salaires et traitements	15 340	15 528	15 032
Charges sociales	5 962	6 109	5 703
Amortissements et provisions	1 585	2 172	1 279
Autres charges	11	1	28
Total charges d'exploitation	44 899	58 727	59 082
Résultat d'exploitation	-8 263	495	-591
Résultat financier	-4 523	5 693	1 188
Résultat courant avant impôts	-12 786	6 188	597
Résultat exceptionnel	-3 760	191	299
Résultat avant IS et Participation	-16 546	6 379	896
Impôt sur les sociétés	-1 874	621	218
Résultat net comptable	-14 672	5 758	678

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

1. Faits marquants, événements postérieurs

Automotive plastics

Le 1^{er} Juin 2009, le groupe, sur décision du tribunal de commerce d'Alençon, a acquis un certain nombre d'actifs et de passifs au groupe Key Plastics. Pour la réalisation de cette opération le groupe a été amené à créer trois nouvelles sociétés en France. Dans ce contexte, en Slovaquie, Nitra Plastic Factory est devenue Automotive Plastics Slovakia.

Dénomination	Lieu d'exploitation	Capital (en euros)	Chiffre d'affaire de la période (enK€)
SAS Automotive Plastics Bellême	Bellême (61)	250 000	5 675
SAS Automotive Plastics Rochefort	Rochefort (17)	250 000	2 418
SAS Automotive Plastics Voujeaucourt	Voujeaucourt (25)	250 000	1 598
SAS Automotive Plastics Slovakia	Dolny Kubin Slovaquie	250 000	2 760

Nitra plastic Factory

Sur l'exercice précédent le groupe avait créé en Slovaquie à Leopoldov, la société Nitra Plastic Factory. L'activité de la société qui consistait en un entrepôt logistique avancé avait débuté au mois de juin 2008 et s'est terminée le 31 mai 2009. Cette société a été conservée pour racheter les actifs du groupe Key Plastics en Slovaquie.

Fabryka Palstikow Pomerania

Le 1^{er} octobre 2008 la société FPK a absorbé la société FPP. Cette transaction a été réalisée à la valeur nette comptable.

Ouest Injection

La société qui enregistrait depuis plusieurs exercices une baisse de son activité liée au désengagement de son principal donneur d'ordre a procédé au cours de l'exercice à la fermeture de l'établissement de Dreux. Le coût qui en résulte représente un total de 3,1 M€ intégralement comptabilisé dans les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2009.

Dans ce contexte, les comptes ont été préparés selon le principe de continuité de l'exploitation, la validité de cette hypothèse dépendant notamment des effets positifs attendus du plan de redressement ainsi mis en œuvre et du maintien du soutien financier de son actionnaire.

Plastiques du Val de Loire

Devant l'ampleur de la crise du secteur automobile, la société a initié au cours de l'exercice des mesures de restructuration sur les sites de Langeais et de Chinon visant à optimiser ses coûts de structure. Ainsi, le 6 juillet 2009, dans le cadre d'une réunion du Comité Centrale d'Entreprise, il a été annoncé un plan de licenciement. Les coûts liés à cette restructuration ont été estimés et provisionnés pour un montant de 4 millions d'euros.

Duna Injection

Malgré des restructurations importantes ayant notamment engendré des réductions significatives des effectifs, la société enregistre des pertes conséquentes en raison de la baisse d'activité de son principal donneur d'ordre. Son chiffre d'affaires passe ainsi de 26,2 M€ en 2007/2008 à 13 M€ en 2008/2009.

A ce jour, la direction n'a pris aucune décision de nature à engendrer la cessation des activités de la société. Le plan de redressement mis en place ne produira ses effets qu'à moyen terme et la situation financière demeure incertaine et conditionnée à une reprise de l'activité. Dans ce contexte, il existe une incertitude quant à la capacité de la société à poursuivre son activité et, en conséquence, elle pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes dans le cadre normal de son activité.

Les comptes annuels ont été établis dans la perspective de la continuité de l'exploitation et aucun ajustement qui pourrait s'avérer nécessaire si la société n'était plus en mesure de poursuivre son activité, n'a été constaté.

2. Principes et méthodes comptables

2.1. Principes généraux

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation française en vigueur.

2.2. Frais de recherche et développement

Les frais de cette nature sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

2.3. Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont des passifs dont le montant ou l'échéance ne sont pas fixés de façon précise. Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers entraînant une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ce tiers.

2.4. Résultat courant et exceptionnel

Les produits et charges sont classés selon qu'ils sont liés à l'exploitation normale et courante de l'entreprise, à sa gestion financière, à ses opérations exceptionnelles.

Le résultat exceptionnel est celui dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation normale de l'entreprise, il comprend toutes les opérations présentant ce caractère, qu'il s'agisse d'opérations de gestion ou d'opérations en capital et notamment les opérations sur exercices antérieurs, relatives aux sorties d'actif, subventions d'investissement et événements ayant peu de chances de se reproduire compte tenu de l'environnement de l'entreprise.

3. Informations relatives au bilan

3.1. Bilan actif

3.1.1. Immobilisations incorporelles - mouvements de l'exercice (en milliers d'euros)

Rubrique	Début	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Fin
Concessions, brevets, licences	1 095	92	0	1 187
Fonds de commerce	27			27
Valeurs brutes	1 122	92	0	1 214
Concessions, brevets	866	77	0	943
Fonds de commerce	27			27
Amortissements	892	77	0	969
Valeurs nettes	230	15	0	245

3.1.2. Immobilisations corporelles – mouvements de l'exercice (en milliers d'euros)

Rubrique	Début	Vir. poste à poste	Acquisitions - Dotations	Cessions	Fin
Terrains	490				490
Constructions	12 696				12 696
Matériels outillages	12 783		662	273	13 172
Autres immob. corporelles	1 856		77	58	1 875
Immobilisations en cours et Avances	12				12
Valeurs brutes	27 837	0	739	331	28 245
Terrains	93		11		104
Constructions	5 841		419		6 260
Matériels outillages	10 346		668	212	10 802
Autres immob. corporelles	1 468		125	56	1 537
Amortissements	17 748	0	1 223	268	18 703
Valeurs nettes	10 089	0	-484	63	9 542

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

3.1.3. Immobilisations corporelles - amortissements pour dépréciation

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 40 ans
Agencements constructions et installations générales	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire & dégressif	2 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire & dégressif	2 à 7 ans
Matériel et mobilier de bureau	Linéaire & dégressif	3 à 10 ans

3.1.4. Immobilisations en crédit-bail (en milliers d'euros)

Le détail des crédits baux en cours s'établit comme suit au 30 septembre 2009 :

Rubrique	Constructions	Installations - Matériels indus.	Autres	Total
Valeur d'origine :				
. Début d'exercice		1 359	442	1 801
. Nouveaux contrats		0	114	114
. Rachats		404	180	584
. Fin d'exercice	0	955	376	1331
Amortissements :				
. Début d'exercice		373	224	597
. Dotation de l'exercice		84	69	153
. Reprise/ rachats		199	152	351
. Fin d'exercice		258	141	399

3.1.5. Méthodes et évaluations des titres de participation

Ils sont comptabilisés en coût historique à la valeur d'entrée. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité devient inférieure au prix d'acquisition. Celle-ci est déterminée selon les critères financiers les plus appropriés à la situation financière de chaque société. Les critères généralement retenus sont :

La quote-part d'actif net détenue par le groupe, compte tenu des plus ou moins values latentes et des perspectives de rentabilité.

3.1.6. Filiales et participations (en milliers d'euros)

Sociétés Filiales	Capital	Réserves, report AN et prov. régl. avt affectation du RT	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société mère	Chiffres d'affaires HT. Dernier exercice écoulé	Dividendes
				Brute	Nette				
Sablé Injection	600	5 085	100	2 126	2 126	0	212	7 218	
Ouest Injection	425	2 129	98	5 308	210	2 469	441	7 655	
Cimest	360	2 063	100	1 218	1 218	530	107	6 320	
Ere Plastique	704	1 803	100	8 019	4 366	0	8	4 976	
Creutzwald Injection	160	1 654	100	153	153	3 315	461	9 962	
Amiens Injection	1 646	-2 977	100	1 599	0	2 518	433	9 782	
Cardonaplast	1 633	4 450	75	1 225	1 225	0	280	10 015	
Injecter	240	6 337	25	650	650	-	-		
A.P Belleme	250	6	100	250	250	5 431	89	7 365	
A.P Rochefort	250	1	100	250	250	2 219	0	2 969	
A.P Voujeaucourt	250	1	100	250	250	1 431	177	2 022	
Filiales hors zone euro	(1)	(1)						(2)	
F.P.G.	400	2 444	85	413	413	8 837	442	16 667	
Elbromplast	658	3 013	100	1 806	1 806	2 788	213	10 263	
F.P.K.	2 183	19 544	85	877	877		1 465	27 322	2 455
T.P.S	791	1 309	60	631	631	493	363	9 509	606
D.P.F.	258	-744	85	223	0	4 177	2 373	13 039	
A.P SLOVAKIA	250	-48	100	250	250	2 459		6 903	
Total				25 248	14 675	36 667	7 064		3 061

(1) Conversion au cours de change de clôture

(2) Conversion au cours moyen de change

En conformité avec le paragraphe 11 de l'article 24 du décret 83.1020 du 29 novembre 1983, il a été estimé que la divulgation de certaines informations pourrait causer un préjudice à la société. Des informations complémentaires sont données au niveau consolidé par zone géographique.

En application des règles d'évaluation des titres de participation rappelée au 3.1.5, les provisions pour dépréciation des titres s'établissent comme suit :

Société	Début	Dotations	Reprises	Fin
ERE PLASTIQUE	3 401	252		3 653
AMIENS INJECTION	1 599			1 599
OUEST INJECTION	0	5 098		5 098
DUNA INJECTION	0	223		223
Total	5 000	5 573	0	10 573

3.1.7. Autres immobilisations financières

Au 30 septembre 2009 la société possède 267 040 de ses propres actions représentant en coût historique 5075 milliers d'euros. Elles ont été comptabilisées dans la rubrique « titres immobilisés » conformément à l'avis du comité d'urgence du CNC 98-D.

Rubrique	Début	Augmentation	Diminution	Fin
Actions propres - valeur brutes	4 750	325		5 075
Provision pour dépréciation	-7	-974		-981
Actions propres nettes	4 743	-649	0	4 094
Créances rattachées à des participations	31 427	5 199		36 626
Provision pour dépréciation	0	-1 600		-1 600
Créances/participations nettes	31 427	3 599	0	35 026
Autres	13			13
Valeur nette	36 183	2 950	0	39 133

3.1.8. Informations concernant les entreprises liées et les participations (en milliers d'euros)

Rubrique	Montant concernant les Entreprises	
	Liées	avec lesquelles la société à un lien de participation
Participations (net)	14 024	650
Prêts	35 026	
Créances clients et comptes rattachés	9 803	
Autres créances		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 043	
Autres dettes	1	
Dividendes	3 061	0
Autres produits financiers	1 034	

3.1.9. Stocks - Détails (en milliers d'euros)

Rubriques	30.09.2009			30.09.2008		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Matières premières et emballages	2 147	74	2 073	2 328	167	2 161
Produits en cours	194		194	167		167
Produits finis	680	82	598	901	21	880
Marchandises			-			-
Total	3 021	156	2 865	3 396	188	3 208

3.1.10. Stocks de matières premières et approvisionnements

Les stocks de matières premières sont valorisés selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré (hors charges financières).

Une provision pour dépréciation est constatée en cas de risque de non-utilisation.

3.1.11. Stocks de produits intermédiaires et finis

Ces produits sont évalués au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production incorporables.

Une provision pour dépréciation est constituée en cas de risque de non vente ou de rotation lente.

3.1.12. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.1.13. Classement des créances (en milliers d'euros)

Rubriques	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	30.09.2009	30.09.2008
Créances rattachées à des participations		35 026		35 026	31 427
Autres immobilisations financières		4 107		4 107	4 756
Créances financières	0	39 133	0	39 133	36 183
Créances clients brutes	18 551			18 551	25 258
Provisions pour créances douteuses	-117			-117	-117
Créances clients nettes	18 434	0	0	18 434	25 141
Créances sur l'Etat	2 262			2 262	363
Autres créances	170			170	479
Comptes de régularisation	143			143	603
Provisions pour créances douteuses	-223			-223	
Autres créances	2 352	0	0	2 352	1 445

3.1.14. Produits à recevoir (en milliers d'euros)

Les produits à recevoir comptabilisés à la clôture de l'exercice se répartissent ainsi :

Rubrique	30.09.2009	30.09.2008
Intérêts courus sur créances rattachées	500	736
Factures à établir	1 619	4 194
Avoirs à recevoir	34	219

3.1.15. Disponibilités – Risques de marché

Les disponibilités comprennent des placements à court terme pour 772 milliers d'euros. La société n'est pas exposée aux risques du marché de manière significative dans la mesure où les valeurs mobilières de placement figurant à l'actif sont des SICAV de trésorerie pour lesquelles la valeur de marché est proche de la valeur nette comptable.

3.2. Bilan Passif

3.2.1. Capital

Le capital est composé de 2 765 700 actions de 2 €uros de valeur nominale. La société est cotée à l'Euronext de Paris (France) sur le marché Eurolist compartiment C et 41,26 % des actions sont souscrites par le public.

3.2.2. Provisions réglementées

Rubrique	Position initiale	Dotation	Reprise (prov. Utilisée)	Position finale
Amortissements dérogatoires	1 588	349	382	1 555
Autres	0	0		0
Total	1 588	349	382	1 555

3.2.3. Provisions pour risques et charges

Rubrique	Position initiale	Chang. de méthode	Dotation (1)	Reprise (prov. Utilisée) (1)	Position finale
Indemnité départ en retraite (2)	1 767			531	1 236
Provision pour perte de change	16			14	2
Provision pour autres risques	372		3 957	372	3 957
Total	2 155	0	3 957	917	5 195

(1) Ventilation par catégorie

Rubrique	Dotation	Reprise
Résultat d'exploitation		903
Résultat financier		14
Résultat exceptionnel	3 957	
Total	3 957	917

(2) La méthode adoptée repose sur la méthode des unités de crédits projetés. Les taux suivants ont été retenus :
Progression des salaires : 2%
Taux d'actualisation : Le taux utilisé pour valoriser les engagements du Groupe en France est de 4.83 %. Il correspond au taux moyen IBOX sous déduction de l'inflation hors tabacAge de départ : 61 ans pour le personnel non cadre et 65 ans pour le personnel cadre.

3.2.4. Accroissements et allègements de la dette future d'impôts (en milliers d'euros)

Les impôts différés se décomposent comme suit :

Rubrique	Position initiale	Variation	Position finale
Indemnité départ en retraite	588	-177	411
C.S.S. (Organic)	23	-8	15
Cession interne d'immobilisations	-223	-26	-249
Dégrèvement Taxe Professionnelle	-24	-115	-139
Autres	0	1	1
Total	364	-325	39

Les taux retenus sont ceux en vigueur à la clôture de l'exercice et qui s'appliqueront au moment où la différence temporaire se résorbera.

Cette créance d'impôt est comptabilisée dans les comptes sociaux à l'actif du bilan. La société n'a pas comptabilisé l'impôt différé correspondant aux déficits reportables pour un montant de 2927 milliers d'euros.

3.2.5. Dettes - classement par échéance (en milliers d'euros)

Rubrique	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total au 30.09.2009	Total au 30.09.2008
- Emprunts Etab. Crédit	4 691	13 820	0	18 511	12 670
- Dettes financières diverses	524	150		674	330
- Concours bancaires	0			0	0
- Intérêts courus	52			52	44
Total	5 267	13 970	0	19 237	13 044

Toutes les autres dettes sont à moins d'un an.

3.2.6. Autres créiteurs et dettes diverses (en milliers d'euros)

Rubriques	30.09.2009	30.09.2008
Dettes fournisseurs	5 814	8 808
Dettes fiscales et sociales	5 761	6 966
Autres dettes	184	760
Comptes de régularisation	135	0
Autres dettes	6 080	7 726

3.2.7. Charges à payer - Détail (en milliers d'euros)

Les charges à payer à la clôture de l'exercice se répartissent ainsi :

Rubriques	30.09.2009	30.09.2008
Intérêts courus	58	51
Factures à recevoir	1 553	896
Dettes sociales	2 588	2 730
Dettes fiscales	174	598
Clients avoirs à établir	179	522

4. Informations relatives au compte de résultat

4.1. Ventilation du chiffre d'affaires (en milliers d'euros)

Rubrique	France	Export	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Ventes de produits finis	13 381	4 373	17 754	34 348	39 885
Ventes de moules et outillages (1)	7 031	2 329	9 360	14 608	9 674
Ventes de prestations (2)	3 600	4 181	7 781	9 630	8 227
Total	24 012	10 883	34 895	58 586	57 786

(1) La prise en compte de la marge est faite à l'avancement.

(2) Les prestations administratives ont été constatées en chiffre d'affaires

4.2. Autres produits d'exploitation

Rubrique	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
- Production stockée	-194	88	-26
- Production Immobilisée	238	206	161
- Reprise de provision et transfert	995	165	217
- Autres produits & transferts de charges	702	177	353
Total	1 741	636	705

4.3. Détail des charges externes (en milliers d'euros)

Rubriques	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
ACHATS NON STOCKES	1829	2273	1969
SERVICES EXTERIEURS	1 580	1 718	1 662
Sous traitance	365	372	358
Redevance de crédit-bail	379	423	349
Locations et Charges locatives	52	76	69
Entretien et réparations	510	553	600
Primes d'assurances	247	252	254
Divers	27	42	32
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	2 378	3 964	4 564
Personnel extérieur	202	1340	2076
Intermédiaires et honoraires	589	219	222
Publicité	159	215	211
Transport	293	636	518
Déplacement, missions & réceptions	735	1019	930
Frais postaux & télécommunications	335	417	418
Services bancaires	65	90	85
Divers	0	28	104
TOTAL	5 787	7 955	8 195

4.4. Dotations aux amortissements et provisions (en milliers d'euros)

Rubrique	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
- Dotation aux amortissements	1 301	1 197	1 279
- Provisions sur actifs circulants	284	82	-
- Provisions pour risques et charges	-	893	-
Total	1 585	2 172	1 279

4.5. Détail du résultat financier (en milliers d'euros)

Le résultat financier résulte des opérations suivantes :

Rubrique	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Produits financiers sur placements	1 167	1 353	1 224
Dividendes reçus de filiales	3 061	4 810	2 406
Rembt, sur retour à meilleure fortune	0	0	0
Résultat sur opération de change	-45	13	-1
Dotations moins reprises de provisions	-8 147	4	-2 087
Charges d'intérêts	-559	-487	-354
Total	-4 523	5 693	1 188

4.6. Résultat exceptionnel (en milliers d'euros)

Le résultat exceptionnel résulte des opérations suivantes :

Rubrique	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
- Opérations de gestion	170	56	47
- Résultat sur cession d'immobilisations	-6	-13	146
- Amortissement dérogatoire	33	148	106
- Dotations moins reprises sur provisions	-3957	0	0
Total	-3 760	191	299

4.7. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices (en milliers d'euros)

Rubriques	Résultat courant	Résultat exceptionnel et participation	Total
Résultat avant impôts	-12786	-3760	-16546
Impôts	38		38
Impôts différés	-210	-115	-325
Intégration fiscale			0
Crédit d'impôt et autres impôts	2161		2161
Résultat net	-10797	-3875	-14672

Méthode employée : Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

4.8. Régime fiscal des groupes de sociétés

En France, Plastiques du Val de Loire a opté en faveur du régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} octobre 2002. Le groupe intégré comprend la société mère et l'ensemble de ses filiales françaises. Dans le cadre de cette option, l'impôt au compte de résultat s'analyse comme suit :

Rubriques	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Impôts comptabilisés hors intégration fiscale	1874	-768	183
Impact de l'intégration fiscale	0	147	35
Impôts comptabilisés	1874	-621	218

Plastiques du Val de Loire restitue aux filiales l'impôt correspondant à l'utilisation des déficits fiscaux de celles-ci. Dans l'exercice la société a utilisé 76 milliers d'euros.

La société a également comptabilisé deux créances sur cette exercice, la première est une créance liée au crédit d'impôt recherche pour 207 milliers d'euros, la seconde une créance née du report en arrière des déficits pour

1 925 milliers d'euros.

La société n'a pas comptabilisé l'impôt différé correspondant aux déficits reportables pour un montant de 2216 milliers d'euros.

5. Engagements

5.1. Engagements donnés (en milliers d'euros)

5.1.1. Avals et cautions :

La société s'est portée caution pour ses filiales (montant des en-cours) :

SOCIETES	CREANCIERS	ENCOURS AU 30/09/2009
TPS	Fournisseurs	363
ERP	Fournisseurs	213
FPK	Fournisseurs	1 465
Amiens Injection	Fournisseurs	433
Cardonaplast	Fournisseurs	280
Sablé Injection	Fournisseurs	212
Ouest Injection	Etablissements financiers	270
	Fournisseurs	171
		441
FPG	Fournisseurs	442
Creutzwald Injection	Fournisseurs	461
Ere Plastique	Fournisseurs	8
Cimest	Fournisseurs	107
Dunainjection	Fournisseurs	2 373
A.P Belleme	Fournisseurs	89
A.P. Rochefort	Fournisseurs	0
A.P Voujeaucourt	Fournisseurs	177
A.P Slovaquie	Fournisseurs	0
Total		7 064

5.1.2. Sûretés réelles accordées (en milliers d'euros)

Type	Bien donné en garantie	Montant de la dette
Affectation hypothécaire	Biens immobiliers	0
Nantissement	Matériels	0

5.1.3. Engagements de crédit-bail (en milliers d'euros) :

Rubriques	Matériels industriels	Autres immobilisations	Total
Redevances payées	273	116	389
Redevances restant à payer	430	210	640
à un an	217	86	303
de un à cinq ans	213	124	337
à plus de cinq ans			0
Valeurs résiduelles restant à payer	11	3	14
à un an	1	0	1
de un à cinq ans	10	3	13
à plus de cinq ans			0
Montant pris en charge dans l'exercice	267	112	379

5.1.4. Clause de réserve de propriété :

L'entreprise applique la clause de réserve de propriété aux produits qu'elle fabrique, le poste client est concerné pour 18.551 milliers d'euros.

Par ailleurs, le montant des matières premières et emballages figurant en stock est soumis à la clause de réserve de propriété pour 2.147 milliers d'euros.

En contrepartie, les dettes sur immobilisations concernées par cette clause s'élèvent à 194 milliers d'euros.

5.1.5. Plus value en sursis d'imposition :

Une opération de fusion réalisée en 2001 entre les sociétés PLASTI FL et C.T.M. a dégagé une plus-value de fusion de 1.486 K€ pour laquelle la société PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE a opté pour le régime spécial d'imposition des plus-values visé à l'article 210-A du C.G.I.

Une deuxième opération de fusion réalisée en 2001/2002 entre les sociétés MAMERS INJECTION et DREUX INJECTION a dégagé une plus-value de fusion de 4.775 K€ pour laquelle la société PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE a également opté pour le régime spécial visé à l'article 210-A du C.G.I.

5.1.6. Droits acquis par les salariés au titre du DIF (droit individuel à la formation) :

Le nombre d'heures acquises au titre du DIF s'élève au 30 septembre 2009 à 49992 heures, il était de 40879 heures au 30 septembre 2008.

6. Engagements reçus (en milliers d'euros)

6.1. Avals et cautions :

La banque Populaire Val de France s'est portée caution auprès de l'administrateur de Key Plastics pour le règlement des immobilisations soit la somme de 1441 milliers d'euros.

7. Informations diverses

7.1. Avances et crédits alloués aux dirigeants

Aucun crédit ni avance n'a été alloué aux dirigeants de la société conformément à l'article L.225-43 du code de commerce.

7.2. Rémunérations des dirigeants

Nom	Fonction	30.09.2009	30.09.2008
Patrick Findeling	Président du conseil d'administration	523 767	431 885
Vanessa Belinguier	Administrateur	79 932	na
John Findeling	Administrateur	55 360	na
Total		659 059	431 885

Les rémunérations versées et les avantages assimilés accordés à Patrick Findeling au titre de l'exercice 2007 2008, concernaient la fonction de président du Directoire, la société ayant depuis modifié son mode de direction.

Les rémunérations et avantages assimilés comprennent les rémunérations fixes et variables.

7.3. Ventilation de l'effectif moyen

Personnels	30.09.2009	30.09.2008	30.09.2007
Cadres	106	95	91
Agents maîtrise et techniciens	89	93	96
Employés	52	55	52
Ouvriers	246	262	284
Total	493	505	523

CHAPITRE V - RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SOCIAUX

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2009 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société **PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe concernant les faits marquants de l'exercice

2. Justification des appréciations

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. Cet environnement défavorable et les difficultés à appréhender les perspectives économiques créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes. C'est dans ce contexte que conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

Comme le mentionne la première partie de notre rapport, la note 1 de l'annexe indique que l'hypothèse de continuité de l'exploitation a été retenue pour l'établissement des comptes annuels des sociétés filiales Ouest Injection et Duna Injection. Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié que l'annexe donne une information appropriée sur la situation de ces sociétés au regard de l'incertitude pesant sur la continuité de l'exploitation.

La note 1 de l'annexe indique le montant des coûts de restructuration encourus par la société Plastiques du Val de Loire au cours de l'exercice. Nous avons vérifié, sur la base des informations disponibles à ce jour, que ces coûts étaient relatifs à des actions de restructuration annoncées au 30 septembre 2009, ayant donné lieu à la constitution de provisions sur la base d'estimations des charges à encourir au titre de ce plan, et nous avons apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

La note 3.1.5 de l'annexe décrit les méthodes d'évaluation des titres de participation. Nous avons analysé pour chaque filiale, lorsque cela était nécessaire, les estimations retenues et avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de celle-ci.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Tours et Paris, le 1^{er} février 2010

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

AC Audit Conseil

Muriel Boissinot

Nicolas Champs

François Bidard

CHAPITRE VI - RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (Article L 225-68 du Code de Commerce)

Chers actionnaires,

La loi fait obligation au Président du Conseil d'Administration des sociétés anonymes faisant appel public à l'épargne de rendre compte, dans un rapport joint à celui du Conseil :

- De la composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, des éventuelles limitations apportées aux pouvoirs du Directeur Général, des références faites à un code de gouvernement d'entreprise et des modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale ;
- Des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société.

Le présent rapport a été soumis à l'approbation du Conseil d'Administration le 11 décembre 2009 et transmis aux commissaires aux comptes.

A - LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Il est rappelé en préambule que la société a fonctionné depuis le 28 mars 2008 sous forme de Société Anonyme à Conseil d'Administration, date à laquelle il a été mis fin au système dualiste antérieur. Le Conseil d'Administration est dirigé par un président à qui la direction générale de l'entreprise a également été confiée.

La société n'a pas adhéré à un quelconque code de place, notamment le code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF, même si un certain nombre des principes posés par ce dernier sont respectés, au-delà des obligations légales auxquelles, bien entendu, la société se conforme.

La composition du capital social et l'organisation interne de l'entreprise sont à l'origine d'un tel choix.

Le Conseil d'Administration remplit les fonctions du comité d'audit. Conformément à l'article L 823-20 du code de commerce, la société est ainsi exemptée de l'obligation de constituer un comité spécialisé. Une telle institution n'apporterait rien de significatif à notre société notamment en matière de suivi de l'élaboration de l'information financière ou de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques.

1. Le Conseil d'Administration et les comités

1.1. Le Conseil d'Administration

1.1.1. La composition du Conseil

Le Conseil est composé de sept membres.

Monsieur Patrick FINDELING Président Directeur Général n'exerce par ailleurs aucune autre activité professionnelle significative.

Les administrateurs en fonction sont les suivants :

Nom, prénom des membres du conseil d'administration	Nombre d'actions détenues dans le capital		
	P.P.	N.P.	Usufruit
Patrick FINDELING, Président Directeur Général	1.151.213	-	18.000
Marie France FINDELING, Administrateur	27.677	-	-
Vanessa BELINGUIER, Administrateur	48.415	6.000	-
Viviane FINDELING, Administrateur	55.840	-	-
John FINDELING, Administrateur	48.415	6.000	-
Christian CHOLLET, Administrateur	120	-	-
Claude BELINGUIER, Administrateur	20	-	-

Parmi les membres du Conseil, deux d'entre eux : Messieurs Christian CHOLLET et Claude BELINGUIER, sont considérés comme indépendants au regard des critères prescrits par le Code AFEP MEDEF.

En outre, d'une façon générale, à la connaissance de la société, au jour de l'établissement du présent rapport, il n'existe aucun conflit d'intérêt entre les devoirs de chacun des membres du Conseil vis à vis de la société et leurs intérêts privés ou autres devoirs.

1.1.2. Le cumul des mandats

- Monsieur Patrick FINDELING est titulaire des mandats sociaux suivants :

AMIENS INJECTION - Président
SABLE INJECTION - Président
OUEST INJECTION - Président
CIMEST - Président
ERE PLASTIQUE - Président
CREUTZWALD INJECTION - Président
AUTOMOTIVE PLASTICS BELLÊME – Président
AUTOMOTIVE PLASTICS VOUEAUCOURT – Président
AUTOMOTIVE PLASTICS ROCHEFORT – Président

ELBROMPLAST – Président
DUNA INJECTION PLASTIC FACTORY – Président du conseil de surveillance
CARDONAPLAST : Président
TUNISIE PLASTIQUES SYSTEMES : Président
AUTOMOTIVE PLASTICS SLOVAKIA – Président

BANQUE POPULAIRE DU VAL DE FRANCE – Administrateur
S.C.I. M.G. : Gérant
S.C.I. J.E.V. : Co-gérant
S.C.I. J.S. : Co-gérant
GROUPEMENT FORESTIER DE LA BASSE FORET - Gérant

- Madame Vanessa BELINGUIER n'est titulaire d'aucun autre mandat social.
- Madame Marie-France FINDELING est titulaire du mandat social suivant :
S.C.I. J.E.V. : Co-gérant
- Monsieur John FINDELING est titulaire du mandat social suivant :
S.C.I. J.S. : Co-gérant
- Madame Viviane FINDELING n'est titulaire d'aucun autre mandat social.
- Monsieur Christian CHOLLET n'est titulaire d'aucun autre mandat social.
- Monsieur Claude BELINGUIER n'est titulaire d'aucun autre mandat social.

1.1.3. Les conditions de préparation des travaux du Conseil

Pour permettre aux membres du Conseil de préparer utilement les réunions, le Président s'efforce de leurs communiquer toutes informations ou documents nécessaires préalablement.

C'est ainsi que le projet des comptes annuels a été transmis aux administrateurs six jours avant la réunion du conseil appelée à les arrêter.

Chaque fois qu'un membre du Conseil en a fait la demande, le président lui a communiqué dans la mesure du possible, les informations et documents complémentaires qu'il désirait recevoir.

1.1.4. La tenue des réunions du Conseil

Les convocations ont été faites par écrit ou par tout autre moyen huit jours au moins à l'avance.

Les réunions se sont tenues au siège social.

Le Conseil d'administration s'est réuni huit fois entre le 1^{er} octobre 2008 et le 30 septembre 2009.

Sur cette période aucun défaut répété d'assiduité des membres aux réunions du Conseil, n'a été constaté.

Les commissaires aux comptes ont été convoqués à la réunion du Conseil d'Administration qui arrête les comptes annuels et les comptes semestriels.

1.1.5. Le règlement intérieur du Conseil

Le Conseil d'Administration n'a adopté aucun règlement intérieur.

1.1.6. Sujets débattus lors des réunions du conseil et bilan d'activité

Date de réunion du conseil d'administration	Thèmes abordés
13 novembre 2008	Attribution de primes
8 décembre 2008	Examen et arrêtés des comptes sociaux et consolidés au 30 septembre 2008
2 janvier 2009	Révision de la rémunération de Mme Vanessa BELINGUIER, directeur administratif
5 janvier 2009	Examen et arrêté des comptes au 30 septembre 2008 modifiés
20 mars 2009	Fixation de la date de distribution du dividende afférent à l'exercice 2007/2008
7 avril 2009	Autorisation à donner à la société dans le cadre d'un projet d'emprunt auprès de la Banque Populaire du Val de France
22 juin 2009	Arrêté des comptes semestriels consolidés au 31 mars 2009
28 septembre 2009	Attribution de primes

2. Organisation et fonctionnement des comités spécialisés

Le Conseil d'Administration n'a constitué aucun comité.

Il en était de même au sein du Conseil de Surveillance.

3. Limitation des pouvoirs du Directeur Général

Aucune limitation spécifique autre que celles imposées par les dispositions du Code de Commerce n'a été apportée par le Conseil d'Administration aux pouvoirs du directeur général.

4. Principes et règles de détermination des rémunérations des mandataires sociaux

4.1 Rémunération des membres du Conseil.

Les Administrateurs ne reçoivent aucun jeton de présence.

4.2 Rémunération des mandataires

Le Conseil arrête la politique de rémunération du Président Directeur Général sur proposition de l'un ou l'autre des Administrateurs.

Il se réfère également au Code de Gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP-MEDEF de décembre 2008.

Cette politique porte de façon exhaustive sur les rémunérations fixes, variables et exceptionnelles auxquelles s'ajoutent les avantages de toute nature consentis par la société.

La part variable de la rémunération du Président Directeur Général est restreinte.

Elle est déterminée non seulement en fonction du travail effectué, des résultats obtenus, de la responsabilité assumée mais encore au regard des pratiques observées dans les entreprises comparables et des rémunérations des autres dirigeants de l'entreprise.

4.2.1. Stock options et attribution gratuite d'actions

Aucun de ces procédés n'a été mis en œuvre dans l'entreprise.

4.2.2. Indemnités, avantages et rémunérations accordés aux mandataires à raison de la cessation ou du changement de leurs fonctions

Aucun système de cette nature n'a été mis en œuvre.

5. Participation des actionnaires à l'Assemblée Générale

Les modalités de participation des actionnaires aux assemblées générales figurent à l'article 15 des statuts.

B – PROCEDURES DE CONTRÔLE INTERNE

La société PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE est société mère d'un groupe comprenant 17 filiales dont 9 sont situées en France et 8 à l'étranger.

Ce rapport présente donc l'organisation du système de contrôle interne mis en place dans le groupe.

1. Objectifs de la société et du groupe en matière de procédures de contrôle interne.

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le groupe PLASTIVALOIRE ont pour objectif :

- D'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise,
- D'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion, communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier. Comme tout système de contrôle, il ne peut fournir la garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés, mais permet de donner une assurance raisonnable que les risques sont maîtrisés.

Dans cet état d'esprit, les objectifs sont de s'assurer :

- du respect des orientations données par les organes sociaux,
- du respect des lois et règlements,
- de la qualité de l'information financière et comptable,
- de la prévention et de la maîtrise des risques concernant l'activité,
- de la sauvegarde et de la protection des actifs.

2. Organisation du contrôle interne.

Afin de favoriser le développement de l'entreprise, et dans un contexte s'y prêtant, PLASTIVALOIRE a adopté une organisation centralisée. Cette organisation est complétée par des principes et des règles de fonctionnement qui s'appliquent partout dans le Groupe. Des délégations de pouvoirs sont consenties aux responsables des filiales pour la plupart des opérations courantes.

L'organisation générale du contrôle interne est cependant différente entre les filiales françaises et les filiales étrangères qui, pour des raisons d'éloignement, disposent d'une capacité d'autonomie supérieure.

Filiales françaises.

Le contrôle interne repose, pour les filiales françaises, sur une centralisation des services administratifs au siège social.

Administration générale :

L'implication de la Direction Générale est importante dans toutes les prises de décisions concernant non seulement la stratégie de l'entreprise mais également celles ayant trait à la gestion de toutes les sociétés françaises du groupe : investissement, financement, contacts commerciaux avec les clients et les fournisseurs, règlement des factures des fournisseurs...

Direction administrative et financière :

Elle comprend deux services :

Service comptable :

Placé sous la responsabilité de la Direction Administrative et Financière, le service comptable est centralisé au siège social. Son principal objectif est la tenue de la comptabilité de la société mère et de chacune des filiales françaises.

Le service comptable est en outre chargé de la facturation, du suivi des comptes clients, de la préparation du paiement des fournisseurs, du suivi de la trésorerie et de l'établissement d'un compte de résultat mensuel et des comptes annuels de chacune des sociétés françaises du groupe.

Service paie :

Également placé sous la responsabilité de la Direction administrative et financière, il gère la paie de l'ensemble du personnel des sociétés françaises.

Service ressources humaines :

Centralisé au siège, il a en charge toutes les tâches relatives au recrutement, procédures d'embauche et ruptures des contrats de travail (démissions et licenciements). Il s'occupe également de la formation et du suivi de la représentation des salaires (délégués du personnel, comité d'entreprise).

Service informatique :

Basé au siège social, il a en charge la définition de la politique informatique du groupe et la mise en œuvre des moyens dans chacune des sociétés qui le composent. Il développe des logiciels spécifiques.

Service achats :

Basé au siège social, il est chargé de centraliser essentiellement les achats de matières premières pour toutes les sociétés françaises du groupe.

Service contrôle de gestion :

Basé au siège social, il a pour objectif le suivi des prix de revient et de la comptabilité analytique de chacune des filiales.

Service logistique :

Les procédures du service logistique sont identiques pour tous les sites. Toutefois, ces sites sont autonomes pour gérer leur propre logistique.

Service qualité :

Basé au siège social, il est chargé de définir la politique qualité générale du groupe, de mettre en œuvre et d'appliquer les procédures qualité sur chacun des sites, ainsi que toutes les certifications.

Chaque site est doté d'une antenne qualité chargée de veiller à la bonne application du système qualité, à l'amélioration continue, et à la satisfaction des clients.

Services administratifs des filiales :

Le service administratif de chaque filiale française est très réduit et comprend essentiellement un directeur de site, un responsable qualité, un responsable logistique. Ces personnes étant épaulées par un personnel administratif en charge de secrétariat et de l'interface avec les services centralisés du contrôle de gestion et des achats.

Filiales étrangères :

Elles sont plus autonomes en matière d'organisation et de contrôle interne.

Toutefois, elles bénéficient, pour la plupart, de la présence permanente d'expatriés français dont la mission est de veiller au bon fonctionnement des procédures ; chacune de ces personnes intervenant dans son domaine de compétence.

Par ailleurs, des membres de la Direction Générale se rendent sur place régulièrement.

Ces filiales établissent mensuellement des comptes de résultat.

Toutes les décisions importantes et notamment en matière d'investissements sont prises par la Direction Générale.

Enfin, pour satisfaire aux normes exigées par les différentes certifications obtenues par le Groupe ou imposées par ses clients, PLASTIVALOIRE est tenu de mettre en place des procédures rigoureuses tant au niveau de la qualité qu'en matière administrative et comptable.

Le fonctionnement satisfaisant de l'organisation sus-décrite et des procédures mises en place, permettent de considérer vraisemblablement que :

- la production de l'information financière et comptable s'effectue de manière satisfaisante
- la protection des actifs est adaptée à la taille des centres de production et aux niveaux de risques identifiés
- le suivi des opérations traitées dans chaque unité est maîtrisé.

CHAPITRE VII – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (Article L 225-235 du Code de Commerce)

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société **PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE** et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2009.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président.

Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à

l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Fait à Tours et Paris, le 1^{er} février 2010

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

AC Audit Conseil

Muriel Boissinot

Nicolas Champs

François Bidard

CHAPITRE VIII - ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2008/2009

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Langeais, le 28 janvier 2010
Patrick Findeling,
Président du Conseil d'Administration et Directeur Général

CHAPITRE IX - REMUNERATIONS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Audit	AC AUDIT CONSEIL				GRANT THORNTON			
	Montant en K€		%		Montant en K€		%	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	105	108	83	80	142	149	100	100
Mission accessoires	22	26	17	20				
Sous-total	127	134	100	100	142	149		
Autres prestations, le cas échéant juridique, fiscal, social								
Technologie de l'information								
Audit interne								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	127	134	100	100	142	149	100	100